



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA RÉGION
BOURGOGNE
FRANCHE-COMTÉ

RECUEIL DES ACTES
ADMINISTRATIFS
N°BFC-2019-038

PUBLIÉ LE 19 AVRIL 2019

Sommaire

ARS Bourgogne Franche-Comté

| | |
|--|---------|
| BFC-2019-04-08-002 - arr 19 059 agr SAS Ambulances Bresse Bourgogne (3 pages) | Page 4 |
| BFC-2019-04-12-002 - Arrête 2019 CPOM 90 (5 pages) | Page 8 |
| BFC-2019-04-03-001 - Arrêté ARSBFC-DS-2019-009 03 modifiant et fixant la liste des membres de la commission droits des usagers de la CRSA (4 pages) | Page 14 |
| BFC-2019-04-03-002 - Arrêté ARSBFC-DS-2019-010 ACPA58 (1 page) | Page 19 |
| BFC-2019-04-04-005 - Arrêté ARSBFC-DS-2019-011 04 modifiant et fixant la liste des membres de la commission permanente de la CRSA (4 pages) | Page 21 |
| BFC-2019-04-16-001 - Arrêté ARSBFC/DOS/PSH/2019-342 modifiant la composition nominative du conseil de surveillance du centre hospitalier d'Auxonne (Côte d'Or) (4 pages) | Page 26 |
| BFC-2019-04-16-002 - Arrêté ARSBFC/DOS/PSH/2019-343 modifiant la composition nominative du conseil d'administration du centre de lutte contre le cancer Georges François Leclerc de DIJON (Côte d'Or) (4 pages) | Page 31 |
| BFC-2019-03-22-001 - Arrêté n°ARS.BFC/DS/2019-007 modifiant l'arrêté A.R.S.BFC/DS/2019-001 fixant la liste des membres de la commissions spécialisée pour les prises en charge et accompagnements médico-sociaux de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie de Bourgogne-Franche-Comté (6 pages) | Page 36 |

DIRECCTE Bourgogne - Franche-Comté

| | |
|---|---------|
| BFC-2019-04-04-004 - Arrêté préfectoral 2019 relatif aux embauches en Parcours Emploi Compétences (PEC) (8 pages) | Page 43 |
|---|---------|

Direction départementale des territoires de la Côte-d'Or

| | |
|---|---------|
| BFC-2019-04-12-011 - EARL PORCHEROT Rue d'Oigny 21450 POISEUL LA VILLE ET LAPERRIERE (4 pages) | Page 52 |
| BFC-2019-04-12-010 - EARL SAUVADET 3 rue de la terrasse 21440 CHANCEAUX (4 pages) | Page 57 |
| BFC-2018-12-14-101 - M. DELEPAU Gilles 21 rue de la Résistance 21470 BRAZEY EN PLAINE (1 page) | Page 62 |
| BFC-2019-04-21-001 - Mme GRIBELIN Céline 4 rue de moulin 21610 SAINT-MAURICE-SUR-VINGEANNE (1 page) | Page 64 |

Direction départementale des territoires de la Haute-Saône

| | |
|---|---------|
| BFC-2018-12-17-004 - AR valant autorisation tacite d'exploiter des terres agricoles au GAEC des Verts Prés de Fleurey les Faverney (1 page) | Page 66 |
| BFC-2019-04-12-009 - Prise de position sur le projet relevant du contrôle des structures pour l'exploitation EARL Bernardin à Aillevillers et Lyaumont (1 page) | Page 68 |

Direction départementale des territoires du Doubs

| | |
|--|---------|
| BFC-2018-08-21-056 - Accusé de réception - Autorisation tacite d'exploiter accordée à Mme MALOCHET Céline et M. MALOCHET Jérémy pour une surface agricole à BART, MONTBELIARD et SAINTE-MARIE dans le département du Doubs. (1 page) | Page 70 |
|--|---------|

| | |
|--|----------|
| BFC-2018-08-23-007 - Accusé de réception - Autorisation tacite d'exploiter accordée au GAEC DU HETRE (Mme et M. KOPP), pour une surface agricole à CHAUDEFONTAINE, CORCELLE MIESLOT, CHAMPOUX, CHATILLON GUYOTTE et MARCHAUX dans le département du Doubs. (1 page) | Page 72 |
| BFC-2018-08-21-057 - Accusé réception - Autorisation tacite d'exploiter accordée à Mme MALOCHET Céline et M. MALOCHET Jérémy pour une surface agricole à BART, SAINTE-MARIE, DUNG, PRESENTEVILLERS et SAINT-JULIEN-LES-MONTBELIARD dans le département du Doubs. (2 pages) | Page 74 |
| BFC-2019-04-12-004 - Arrêté portant autorisation d'exploiter au GAEC DE LA GRANGE FAURE pour une surface agricole à GILLEY dans le département du Doubs. (2 pages) | Page 77 |
| BFC-2019-04-12-003 - Arrêté portant autorisation d'exploiter au GAEC POURCHET pour une surface agricole à GILLEY dans le département du Doubs. (2 pages) | Page 80 |
| Préfecture de la région Bourgogne Franche-Comté | |
| BFC-2019-04-18-001 - Arrêté n° 19-59 BAG portant sur la composition de la SRIAS Bourgogne-Franche-Comté (4 pages) | Page 83 |
| Rectorat | |
| BFC-2019-04-12-005 - Arrêté du 12 avril 2019 relatif à la capacité d'accueil licences non sélectives (2 pages) | Page 88 |
| BFC-2019-04-12-008 - Arrêté DU 12 AVRIL 2019 relatif aux pourcentages min bac pro-STS privée (2 pages) | Page 91 |
| BFC-2019-04-12-007 - Arrêté du 12 avril 2019 relatif aux pourcentages min bac pro-STS publique (3 pages) | Page 94 |
| BFC-2019-04-12-006 - Arrêté du 12 avril 2019 relatif aux pourcentages min bac techno-IUT (2 pages) | Page 98 |
| BFC-2019-04-22-001 - Arrêté du 12 avril 2019 relatif aux pourcentages min boursiers - hors secteur- (4 pages) | Page 101 |

ARS Bourgogne Franche-Comté

BFC-2019-04-08-002

arr 19 059 agr SAS Ambulances Bresse Bourgogne

*arrêté ARSBFC/DOSASPU/19-059 portant modification agrément de l'entreprise de transports
sanitaires SARL AMBULANCES BOURGOGNE*

ARRETE N° ARSBFC/DOS/ASPU/19-059

portant modification d'agrément de l'entreprise de transports sanitaires terrestres SARL Ambulances Bresse Bourgogne

**Le directeur général
de l'Agence Régionale de Santé de Bourgogne-Franche-Comté**

Vu le code de la santé publique, et notamment le livre III, titre 1^{er}, chapitre II, transports sanitaires,

Vu la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 modifiée portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires,

Vu le décret n° 2010-336 du 31 mars 2010 portant création des agences régionales de santé,

Vu le décret n° 2010-344 du 31 mars 2010 tirant les conséquences, au niveau réglementaire, de l'intervention de la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires,

Vu le décret n° 2012-1007 du 29 août 2012 relatif à l'agrément nécessaire au transport sanitaire terrestre et à l'autorisation de mise en service des véhicules de transports sanitaires,

Vu le décret n° 2012-1331 du 29 novembre 2012 modifiant certaines réglementations prises en application de la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires,

Vu le décret n° 2015-1650 du 11 décembre 2015 adaptant les agences régionales de santé à la nouvelle délimitation des régions,

Vu le décret du 8 décembre 2016 portant nomination du directeur général de l'agence régionale de santé de Bourgogne-Franche-Comté – M. PRIBILE Pierre,

Vu l'arrêté du 21 décembre 1987 modifié relatif à la composition du dossier d'agrément des personnes effectuant des transports sanitaires terrestres et au contrôle des véhicules affectés aux transports sanitaires,

Vu l'arrêté du 26 janvier 2006 modifié relatif aux conditions de formation de l'auxiliaire ambulancier et au diplôme d'ambulancier,

Vu l'arrêté du 12 décembre 2017 fixant les caractéristiques et les installations matérielles exigées pour les véhicules affectés aux transports sanitaires

.....

Vu l'arrêté en date du 30 septembre 2010 portant agrément de l'entreprise de transports sanitaires terrestres privée SARL « Ambulances Bresse Bourgogne » sous le n° 98, sise Allée Pierre et Marie Curie à CHATEAURENAUD (71500),

Vu la décision n° 2019-009 en date du 06 mars 2019 portant délégation de signature du directeur général de l'Agence Régionale de Santé de Bourgogne Franche-Comté,

Vu le procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire du 1^{er} septembre 2018 relative au transfert du siège social sise Allée Pierre et Marie Curie - Zone d'activités de l'Aupretin - 71500 LOUHANS, et au changement de forme juridique de la SARL « Ambulances Bresse Bourgogne » en Société d'Action Simplifiée (SAS),

Vu les statuts mis à jour suite l'assemblée générale extraordinaire du 1^{er} septembre 2018,

Vu le nouveau bail commercial du 22 octobre 2018 des locaux situés allée Pierre et Marie Curie, Zone d'activités, Chateaufrenaud, 71500 LOUHANS signé entre « le bailleur » la société D.A.K.C et « le preneur » la SAS « Ambulances Bresse Bourgogne »,

Vu le courrier en date du 26 octobre 2018 de Monsieur Alain POITOUX, gérant de la SARL Ambulances Bresse Bourgogne ayant pour objet la cessation de son activité transports sanitaires, et la cession de ses parts sociales à la SARL FRABOULET,

Vu la convention de cession d'actions du 26 octobre 2018 entre les cédants Monsieur Alain POITOUX et Madame Dominique POITOUX, et le cessionnaire la société SARL FRABOULET représentée par son gérant Monsieur Jean-Pierre FRABOULET,

Vu l'extrait d'immatriculation principale registre du commerce et des sociétés à jour le 30 octobre 2018,

Vu l'attestation sur l'honneur de conformité des installations matérielles le 02 avril 2019,

Vu le dossier complet de Monsieur Jean-Pierre FRABOULET en date du 02 avril 2019.

ARRETE

Article 1 : L'arrêté en date du 30 septembre 2010 est abrogé.

Article 2 : L'entreprise de transports sanitaires terrestres SAS « Ambulances Bresse Bourgogne dont le siège social est situé Allée Pierre et Marie Curie - Zone d'activités de l'Aupretin - 71500 LOUHANS, est agréée, à compter du 26 octobre 2018, sous le numéro 98 pour son unique implantation sise :

Allée Pierre et Marie Curie – Zone d'activités – Chateaufrenaud – 71500 LOUHANS.

Le président est la SARL FRABOULET représentée par Monsieur Jean-Pierre FRABOULET, gérant.

Article 3 : Cet agrément est délivré pour l'accomplissement des transports sanitaires des malades, blessés ou parturientes effectués au titre de l'aide médicale urgente et sur prescription médicale.

Article 4 : L'entreprise de transports sanitaires SAS « Ambulances Bresse Bourgogne » devra en toutes circonstances se conformer strictement aux diverses obligations découlant de la réglementation en vigueur. En cas de manquement à ces obligations, les sanctions prévues dans le Code de la Santé Publique seront appliquées.

.../...

ARS Bourgogne-Franche-Comté
Le Diapason, 2 Place des Savoirs, CS 73535, 21035 Dijon cedex
Tél. : 0808 807 107 - Site : www.ars.bourgogne-franche-comte.sante.fr

Article 5 : Le président dénommé à l'article 2, disposent d'un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté pour former un recours devant le tribunal administratif compétent.

A l'égard des tiers, ce délai court à compter de la date de publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Bourgogne Franche-Comté. Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet www.telerecours

Article 6 : Le directeur de l'organisation des soins de l'agence régionale de santé de Bourgogne-Franche-Comté est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur FRABOULET Jean-Pierre, représentant de la SARL FRABOULET et publié aux recueils des actes administratifs de la préfecture Bourgogne Franche-Comté et dont copie sera adressée à la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Saône et Loire.

Fait à Dijon, le 8 avril 2019

**Pour le directeur général,
La cheffe du département accès aux soins
primaire et urgents,**



Nadia GHALI

ARS Bourgogne Franche-Comté

BFC-2019-04-12-002

Arrete 2019 CPOM 90

Arrêté présentant la programmation CPOM ARS et CD

ARRETE ARSBFC/DA/2019-035

Présentant la programmation de contractualisation pluriannuelle des établissements et services médico-sociaux en compétence conjointe ARS – Département du Territoire de Belfort, sous compétence propre ARS et sous compétence propre Département

**LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE
L'AGENCE RÉGIONALE DE SANTÉ DE
BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ**

**LE PRÉSIDENT DU CONSEIL
DÉPARTEMENTAL DU TERRITOIRE
DE BELFORT**

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles ;

VU le décret n° 2010.336 du 31 mars 2010 portant création des Agences Régionales de Santé ;

VU le décret en date du 8 décembre 2016 portant nomination de M. Pierre PRIBILE, en qualité de Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Bourgogne-Franche-Comté ;

VU la décision n° 2019-005 du 1^{er} janvier 2019 portant délégation de signature du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Bourgogne-Franche-Comté ;

VU l'article L. 313-11 du Code de l'Action Sociale et des Familles concernant les CPOM de droit commun dont relèvent les SPASAD ;

VU l'article L. 313-12-2 du Code de l'Action Sociale et des Familles issu de la Loi de Finance de la Sécurité Sociale 2016 concernant les CPOM des établissements et services du champ Personnes Handicapées et des SSIAD ;

VU l'article IV ter de article L. 313-12 du Code de l'Action Sociale et des Familles issu de la Loi n°2015-1176 du 28 décembre relative à l'Adaptation de la Société au Vieillessement concernant les CPOM des EHPAD ;

VU le décret n°2016-1814 du 21 décembre 2016 indiquant les dispositions de minoration de la dotation soins des EHPAD en cas de non signature d'un CPOM, dispositions applicables à partir de 2018,

CONSIDERANT les avis favorables de M. le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Bourgogne-Franche-Comté et de M. le Président du Conseil départemental du Territoire de Belfort;

SUR PROPOSITION de Mme la Directrice de l'Autonomie de l'Agence Régionale de Santé de Bourgogne-Franche-Comté et de M. le Directeur Général des Services du Département du Territoire de Belfort,

AGENCE RÉGIONALE DE SANTÉ
DE BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ
Le Diapason
2 place des Savoirs
21035 DIJON CEDEX
CS 73535
Standard : 0808 807 107

CONSEIL DÉPARTEMENTAL
DU TERRITOIRE DE BELFORT
6 place de la révolution française
90020 BELFORT CEDEX
Standard : 03 84 90 90 90

ARRÊTENT

Article 1^{er} – Le programme de contractualisation en compétence conjointe, sous compétence propre ARS et sous compétence propre du Département du Territoire de Belfort est un programme arrêté pour 5 ans. Sa révision est annuelle. L'actualisation qui en résultera sera publiée par voie d'arrêté avant le 1^{er} janvier de chaque année. Le programme est détaillé en annexe 1, il comprend les Etablissements et Services Médico-Sociaux (ESMS) sous compétence conjointe de l'Agence Régionale de Santé (ARS) et du Département du Territoire de Belfort, les ESMS sous compétence propre ARS et les ESMS sous compétence propre du Département du Territoire de Belfort qui seront intégrés au périmètre CPOM le cas échéant.

Article 2 – Chaque négociation de Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens (CPOM) engagée en cours d'année a vocation à parvenir à la formalisation d'un CPOM, d'une durée de 5 ans, dont la prise d'effet aura lieu au 1^{er} janvier de l'année suivante, sans préjudice de la date de signature.

Article 3 – Le présent arrêté est effectif à compter du 1^{er} janvier 2019.

Article 4 – L'ensemble des établissements et services médico-sociaux financés conjointement par l'Agence Régionale de Santé et le Département du Territoire de Belfort doivent faire l'objet d'une contractualisation pour le 1^{er} janvier 2022.

Article 5 – Tout établissement ou service médico-social financé par les crédits de l'Assurance Maladie, même conjointement, sera intégré au périmètre du CPOM négocié avec le gestionnaire, dans l'objectif de faciliter la mise en œuvre de la réforme de la tarification, la logique de parcours et la mise en place des partenariats et collaboration internes et externes utiles à la conduite du CPOM.

Article 6 - Le présent arrêté peut faire l'objet :

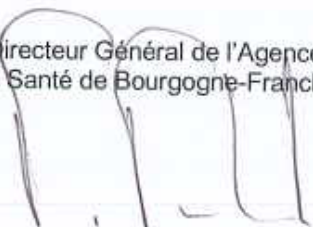
- d'un recours gracieux dans les deux mois suivant la date de sa notification devant M. le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Bourgogne-Franche-Comté et M. le Président du Conseil départemental du Territoire de Belfort.
- d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Besançon dans un délai de deux mois suivant sa date de publication. Ce recours peut être déposé auprès du Tribunal administratif 30 rue Charles NODIER – 25000 BESANCON.
Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet www.telerecours.fr ».

Article 7 - La Directrice de l'Autonomie de l'Agence Régionale de Santé de Bourgogne-Franche-Comté et le Directeur Général des Services du Département du Territoire de Belfort sont chargés chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la région de Bourgogne-Franche-Comté et au Bulletin des Actes Administratifs du Département de la du Territoire de Belfort.

A Dijon, le

12 AVR. 2019

Le Directeur Général de l'Agence Régionale
de Santé de Bourgogne-Franche-Comté



Pierre PRIBILE

Le Président du Conseil départemental
du Territoire de Belfort



Florian BOUQUET

**ANNEXE 1 – Programme de contractualisation pluriannuelle des établissements et services médico-sociaux
en compétence conjointe ARS – Département du Territoire de Belfort, compétence propre ARS et compétence propre Département**

| Année de négociation | Organisme gestionnaire (OG) | FINESS OG | Etablissement ou service médico-social (ET) | FINESS ET | Secteur | Champ de compétence | Date d'effet |
|----------------------|-----------------------------|---------------------------|---|-----------|---------|---------------------|--------------|
| 2019 | FAEC (2018-2019) | 250006335 | EHPAD MAISON BLANCHE FONDAT ARC ENCIEL | 900003211 | PA | ARS/ CD | 01/01/2019 |
| | APAJH 90 | 900004912 | SESSAD LA PEPINIÈRE APAJH90 | 900004938 | PH | ARS | |
| | CHSLD LE CHENOIS | 900004698 | EHPAD LE CHENOIS BAVILLIERS | 900002056 | PA | ARS/ CD | 01/01/2020 |
| | | | SSIAD LES QUATRE SAISONS DELLE | 900000779 | PA | ARS | |
| | AFTC | 250015898 | SAMSAH AFTC | 250015948 | PH | ARS/ CD | |
| | CCAS BELFORT | 900003294 | SPASAD CCAS BELFORT | 900004789 | PA | ARS/ CD | |
| | | | SPASAD NORD | 900004177 | PA | ARS/ CD | |
| | DOMICILE 90 | 900003898 | SPASAD SUD | 900004425 | PA | ARS/ CD | |
| | SERVIR (90/70) | 900000191 | EHPAD RESIDENCE ROSEMONTOISE VALDOIE | 900002049 | PA | ARS/ CD | |
| | ADAPEI 90 | 900000092 | FAM EGUENIGUE | 900002908 | PH | ARS/ CD | |
| | | | SAMSAH ADAPEI 90 BELFORT | 900003583 | PH | ARS/ CD | |
| | | | IME LES PAILLONS BLANCS ADAPEI | 900000142 | PH | ARS | |
| | | | IME TED AUTISME KALÉIDO | 900002809 | PH | ARS | |
| | | | SESSAD HISSEO ADAPEI | 900003245 | PH | ARS | |
| | | ESAT Les Hauts de Belfort | 900003419 | PH | ARS | | |
| | | EPEAP L HORIZON ADAPEI | 900005232 | PH | ARS | | |

ARS Bourgogne Franche-Comté

BFC-2019-04-03-001

Arrêté ARSBFC-DS-2019-009 03 modifiant et fixant la
liste des membres de la commission droits des usagers de
la CRSA

Arrêté fixant membres commission usagers de la CRSA

Arrêté n° A.R.S.BFC/DS/2019/009
en date du 03 avril 2019
modifiant et fixant la liste des
membres de la commission
spécialisée dans le domaine des
droits des usagers du système de
santé de la Conférence régionale de la
santé et de l'autonomie de
Bourgogne-Franche-Comté

**Le Directeur général
de l'Agence régionale de santé de Bourgogne-Franche-Comté**

Vu le code de la santé publique, notamment ses articles L.1432-4; D.1432-31; D.1432-35 ; D.1432-38 ; D.1432-39 ; D.1432-44 à D.1432-53.

Vu le décret du 8 décembre 2016 portant nomination de Monsieur Pierre PRIBILE, en qualité de Directeur général de l'Agence régionale de santé de Bourgogne-Franche-Comté,

Vu l'arrêté n° A.R.S.BFC/DS/2016/011 du 18 juillet 2016 installant la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie de Bourgogne-Franche-Comté et fixant la liste des membres,

Vu l'arrêté n° A.R.S.BFC/DS/2016/035 du 18 juillet 2016 portant installation et fixant la liste des membres de la commission spécialisée dans le domaine des droits des usagers du système de santé de la conférence régionale de la santé et de l'autonomie (CRSA) de Bourgogne-Franche-Comté,

ARRETE

Article 1^{er} : le président de la commission spécialisée dans le domaine des droits des usagers du système de santé est Monsieur Christian DEMOUGE et la vice-présidente Madame Josette HARSTRICH, élus lors de la réunion d'installation de la CRSA du 24 juin 2016.

Article 2 : La commission spécialisée dans le domaine des droits des usagers du système de santé comprend 11 membres ayant voix délibérative issus des collèges de la Conférence régionale de la santé et de l'autonomie (CRSA) de Bourgogne-Franche-Comté.

Sont membres de la commission spécialisée dans le domaine des droits des usagers du système de santé de Bourgogne-Franche-Comté au titre des collèges suivants :

1°- Collège des représentants des collectivités territoriales du ressort géographique de l'agence :

a) conseillers régionaux

- Monsieur Eric HOULLEY, Conseil Régional de Bourgogne-Franche-Comté, suppléé par
 1. Madame Océane CHARRET-GODART, Conseil régional de Bourgogne-Franche-Comté
 2. Monsieur Denis HAMEAU, Conseil régional de Bourgogne-Franche-Comté

2°- Collège des représentants des usagers de services de santé ou médico-sociaux

a) représentants des associations agréées

- Madame Marie-France GIBEY, Union nationale des familles et amis de malades handicapés psychiques Bourgogne-Franche-Comté (UNAFAM), suppléée par
 1. Monsieur Michel TUIZAT, Union nationale des familles et amis de malades handicapés psychiques Bourgogne-Franche-Comté (UNAFAM)
 2. *En cours de désignation*
- Madame Odile JEUNET, ARUCAH, suppléée par
 1. Monsieur Robert YVRAY, Association française des diabétiques de Bourgogne (AFD)
 2. Madame Nadia SECH, Association française des diabétiques du Doubs (AFD)

b) représentants des associations de retraités et personnes âgées

- Monsieur Christian DEMOUGE, Union départementale des Retraités FO, suppléé par
 1. Madame Michèle LE GOFF, Association nationale des retraités de La Poste et d'Orange
 2. Monsieur Claude DEJONGHE, UTR CFDT du Jura
- Madame Josette HARSTRICH, Générations Mouvement 71, suppléée par
 1. Madame Jacqueline MICHEL, UTR CFDT du Territoire de Belfort
 2. Monsieur Jean-Claude BEAUCHEMIN, UTR CFDT de l'Yonne

c) représentants des associations des personnes handicapées

- Madame Pierrette JALLET, Association des Paralysés de France (APF), suppléée par
 1. Monsieur Jean-Michel CHARLES, Association des Pupilles de l'Enseignement Public de Saône et Loire (PEP 71)
 2. Madame Marie-Anne VARECHON, Association Valentin Haüy
- Madame Catherine VERNEAU, Association des Paralysés de France de l'Yonne (APF 89) suppléée par
 1. Madame Raphaëlle-Sylvianne LENEVE, Association des Paralysés de France de l'Yonne
 2. *En cours de désignation*

3°- Collège des représentants de la Conférence de territoire

En attente de désignation

4°- Collège des partenaires sociaux

a) représentants des organisations syndicales de salariés

- Monsieur Jean-François VALDENAIRE, CFE-CGC Bourgogne-Franche-Comté, suppléée par
 1. Madame Véronique GENOT-GIRARD, CFE-CGC Bourgogne-Franche-Comté
 2. Madame Denise PAUL, CFE-CGC Bourgogne-Franche-Comté

5° - Collège des acteurs de la cohésion et de la protection sociales

a) représentants des associations œuvrant dans le champ de la lutte contre la précarité

- Madame Claire COURTIAL, Fédération nationale des associations d'accueil et de réadaptation sociale Bourgogne-Franche-Comté (FNARS), suppléée par
 1. Monsieur Gilles VULIN, Fédération des acteurs de la Solidarité Bourgogne – Franche-Comté (FAS)
 2. Monsieur Emmanuel ANDRE, Fédération des acteurs de la Solidarité Bourgogne – Franche-Comté (FAS)

6° - Collège des acteurs de la prévention et de l'éducation pour la santé

d) représentant des organismes œuvrant dans le champ de la promotion de la santé, la prévention ou l'éducation pour la santé

- Madame Mathilde BIBOUDA, Centre régional d'études, d'actions et d'informations en faveur des personnes en situation de vulnérabilité (CREAI Bourgogne-Franche-Comté), suppléée par
 1. Monsieur Emmanuel BENOIT, Fédération addiction région Bourgogne-Franche-Comté
 2. Monsieur Gilles DESCHAMPS, Mutualité Française Bourgogne

7° - Collège des offreurs des services de santé

p) représentant de l'Ordre des médecins

- Docteur Didier HONNART, CROM Bourgogne Franche-Comté, suppléé par
 1. Docteur Yves MERCELAT, CROM Bourgogne Franche-Comté
 2. Docteur Evelyne PEPIN, CROM Bourgogne Franche-Comté

Article 3 : participent, avec voix consultative :

- Monsieur Robert DAGUENET (MSA Franche-Comté) et Monsieur Bernard DRUJON (MSA Bourgogne), représentants de l'organisme local d'assurance maladie relevant de la Mutualité sociale agricole

Article 4 : la durée du mandat des membres de cette commission est inhérente à la durée du mandat des membres de la Conférence régionale de la santé et de l'autonomie qui est de quatre ans, renouvelable une fois à compter de la date de l'installation de la Conférence régionale de la santé et de l'autonomie.

Lorsqu'un membre cesse d'exercer ses fonctions avant l'expiration de son mandat, il est remplacé par une personne désignée dans les mêmes conditions pour la durée du mandat restant à courir.

Article 5 : le présent arrêté annule et remplace, dès sa signature, l'arrêté n° ARSBFC/DS/2018/008 du 20 mars 2018.

Article 6 : le directeur de l'innovation et de la stratégie de l'Agence régionale de santé de Bourgogne-Franche-Comté est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de région Bourgogne-Franche-Comté.

Article 7 : le présent arrêté peut être contesté dans un délai de deux mois à compter de la notification pour les personnes auxquelles il a été notifié, ou dès sa publication pour les autres personnes, en formulant : un recours gracieux auprès du Directeur général de l'agence régionale de santé de Bourgogne-Franche-Comté ; un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent de Dijon.

Fait à Dijon, le 03 avril 2019

Le Directeur Général,

Pierre PRIBILE

Le Diapason - 2 place des Savoirs - CS 73535 - 21035 - DIJON cedex
Standard : 08 20 20 85 20

ARS Bourgogne Franche-Comté

BFC-2019-04-03-002

Arrêté ARSBFC-DS-2019-010 ACPA58

*Arrêté portant agrément régional de l'association accompagnement personne addictée et son
entourage (A.C.P.A.) Nièvre*

en date du 3 avril 2019

Le directeur général
de l'agence régionale de santé de Bourgogne-Franche-Comté

Vu le code de la santé publique et notamment les articles L. 1114-1 et R 1114-1 à R 1114-16.

Vu l'avis de la Commission Nationale d'Agrément réunie le 26 février 2019.

ARRETE :

Article 1 : L'association suivante a obtenu l'agrément au niveau régional pour représenter les usagers dans les instances hospitalières ou de santé publique, pour une période de cinq ans à compter du 26 février 2019 :

- ASSOCIATION Accompagnement de la Personne Addictée et de son entourage – Nièvre
- Numéro d'agrément : **R2018AG0071**

Article 2 : Le directeur de l'innovation et de la stratégie de l'agence régionale de santé de Bourgogne-Franche-Comté est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la région.

Article 3 : Le présent arrêté pourra être contesté devant le Tribunal Administratif de Dijon dans un délai de deux mois à compter de sa publication au recueil des actes administratifs, en vertu des dispositions de l'article R421-1 du Code de justice administrative ;



Le directeur général,

Pierre PRIBILE

ARS Bourgogne Franche-Comté

BFC-2019-04-04-005

Arrêté ARSBFC-DS-2019-011 04 modifiant et fixant la
liste des membres de la commission permanente de la
CRSA

Arrêté fixant la liste des membres de la commission permanente de la CRSA

**Arrêté A.R.S.BFC/DS/2019/011
en date du 04 avril 2019
modifiant et fixant la liste des
membres de la commission
permanente de la Conférence
régionale de la santé et de
l'autonomie de Bourgogne- Franche-
Comté**

**Le Directeur général
de l'Agence régionale de santé de Bourgogne-Franche-Comté**

Vu le code de la santé publique, notamment ses articles L.1432-4; D.1432-31; D.1432-35 ; D.1432-38 ; D.1432-39 ; D.1432-44 à D.1432-53.

Vu le décret du 8 décembre 2016 portant nomination de Monsieur Pierre PRIBILE, en qualité de Directeur général de l'Agence régionale de santé de Bourgogne-Franche-Comté,

Vu l'arrêté n° A.R.S.BFC/DS/2016/011 du 18 juillet 2016 installant la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie de Bourgogne-Franche-Comté et fixant la liste des membres,

Vu l'arrêté n° A.R.S.BFC/DS/2016/012 du 18 juillet 2016 portant installation et fixant la liste des membres de la commission permanente de la conférence régionale de la santé et de l'autonomie (CRSA) de Bourgogne-Franche-Comté,

Arrête :

Article 1^{er} : le président de la commission permanente est Monsieur Bruno HERRY et les vice-présidents sont Monsieur Yves BARD, Monsieur Christian DEMOUGE, Madame le Dr Isabelle MILLOT et Monsieur Fabrice TOLETTI (présidents de commissions spécialisées).

Article 2 : La commission permanente comprend 14 membres ayant voix délibérative issus des collèges de la Conférence régionale de la santé et de l'autonomie (CRSA) de Bourgogne-Franche-Comté. Sont membres de la commission permanente de Bourgogne-Franche-Comté au titre des collèges suivants :

1°- Collège des représentants des collectivités territoriales du ressort géographique de l'agence :

a) conseillers régionaux

- Madame Françoise TENENBAUM, Conseil régional de Bourgogne-Franche-Comté, suppléée par
 1. Madame Francine CHOPARD, Conseil régional de Bourgogne-Franche-Comté
 2. Monsieur Francis COTTET, Conseil régional de Bourgogne-Franche-Comté

b) Le Président du Conseil départemental, ou son représentant, de chacun des départements du ressort

- Madame Marie-France CEFIS, représentant le Président du Conseil départemental du territoire de Belfort, suppléée par
 1. Madame Marie-Lise LHOMET, Conseil départemental du Territoire de Belfort
 2. Madame Maryline MORALLET, Conseil départemental du Territoire de Belfort

2°- Collège des représentants des usagers de services de santé ou médico-sociaux

a) représentants des associations agréées

- Madame Anne-Marie BONNOT, URAF BFC, suppléée par
 1. Madame Marie-Jo BRAIDO, Union fédérale des consommateurs Que Choisir Doubs
 2. Monsieur Michel MOUGIN, Fédération française des associations de greffés du cœur et des poumons – Cardio-Greffes Bourgogne – Franche-Comté
- Monsieur Francesco MEROTTO, UTR CFDT du Territoire de Belfort, suppléé par
 1. Monsieur Gérard GIRAUD, UTR CFDT de Côte d'Or
 2. Madame Michèle LAUT, Fédération Nationale des Associations de Retraités (FNAR)

3°- Collège des représentants de la Conférence de territoire

En attente de désignation

4°- Collège des partenaires sociaux

a) représentants des organisations syndicales de salariés

- Madame Aline BISSON, CFDT Bourgogne-Franche-Comté, suppléée par
 1. Monsieur Norbert MARTEAU, CFDT Bourgogne-Franche-Comté
 2. Monsieur Jacques MONTANDON, CFDT Bourgogne-Franche-Comté

b) représentants des organisations professionnelles d'employeurs

- Madame Lucie GABRIELLI, MEDEF Bourgogne, suppléée par
 1. Monsieur Valentin CIMAN, MEDEF Bourgogne
 2. Madame Martine FONTANA, MEDEF Franche-Comté

5° - Collège des acteurs de la cohésion et de la protection sociales

b) représentants de la Caisse d'assurance retraite et de la santé au travail au titre de la branche accidents du travail-maladies professionnelles

- Monsieur Francis LEBELLE, CARSAT Bourgogne et Franche-Comté, suppléé par
 1. Monsieur Marc DUCHET, CARSAT Bourgogne et Franche-Comté
 2. Monsieur Bernard DUFFE, CARSAT Bourgogne et Franche-Comté

6° - Collège des acteurs de la prévention et de l'éducation pour la santé

e) représentant des organismes oeuvrant dans les domaines de l'observation de la santé, de l'enseignement et de la recherche

- Monsieur Philippe FLAMMARION, ORS BFC
 1. Madame Virginie GRESSER, IRTS FC
 2. Madame Catherine RAUSCHER-PARIS, Pôle de Gériatrie BFC

f) représentant des associations de protection de l'environnement agréées au titre de l'article L. 141-1 du code de l'environnement

- Madame Catherine SCHMITT, Association Yonne nature environnement, suppléée par
 1. Monsieur Henri YVON, France nature environnement Franche-Comté
 2. Madame Colette PREVOST, Comité des associations et des personnes pour la protection régionale de l'environnement (CAPREN)

7° - Collège des offreurs des services de santé

a) représentants des établissements publics de santé

- Monsieur Denis VALZER, FHF Bourgogne Franche-Comté, suppléé par
 1. *En cours de désignation*
 2. Monsieur Pascal MATHIS, GH Haute-Saône, FHF Bourgogne-Franche-Comté

e) représentants des personnes morales gestionnaires d'institutions accueillant des personnes handicapées

- Monsieur Emmanuel RONOT, Directeur Général Adjoint EPNAK, Union régionale interfédérale des organismes privés sanitaires et sociaux Bourgogne (URIOPSS de Bourgogne), suppléé par
 1. Monsieur Gilles CHAFFANGE, ETAPES, Groupe national des établissements et services publics sociaux Bourgogne-Franche-Comté (GEPSSO BFC)
 2. Monsieur Philippe JEANNE, Association pour adultes et jeunes handicapés (APAJH)

h) représentant parmi les responsables des centres de santé, des maisons de santé et des pôles de santé

- Docteur Michel SERIN, Fédération des maisons de santé et de l'exercice coordonné de Bourgogne Franche-Comté (FEMASCO-BFC), suppléé par
 1. Monsieur Eric VERNIER, FEMASCO-BFC
 2. Docteur Arnaud BLESSEMAILLE, FEMASCO-BFC

i) représentant parmi les responsables des réseaux de santé implantés dans la région

- Madame Frédérique LEMARER, Association du réseau de santé de proximité et d'appui (ARESPA), suppléée par
 1. Docteur Imad SFEIR, RESEDA
 2. Docteur Anne-Marie BERTRAND, Réseau de prévention et de prise en charge de l'obésité pédiatrique (REPPPOP)

o) membres des unions régionales des professionnels de santé

- Docteur Patrick BOUILLOT, URPS Médecins libéraux, suppléé par
 1. Docteur Stéphane ATTAL, URPS Médecins libéraux
 2. Docteur Norbert DESBIOLLES, URPS Biologistes

8° - Président de la CRSA et des commissions spécialisées de la CRSA

Au titre des commissions spécialisées, sont membres de droit :

- Conférence régionale de la santé et de l'autonomie : Monsieur Bruno HERRY, Mutualité Française Bourgogne-Franche-Comté
- Commission spécialisée de l'organisation des soins : Monsieur Yves BARD, U2P Bourgogne-Franche-Comté
- Commission spécialisée pour les prises en charge et accompagnements médico-sociaux : Monsieur Fabrice TOLETTI, URPEP Bourgogne
- Commission spécialisée dans le domaine des droits des usagers du système de santé : Monsieur Christian DEMOUGE, Union départementale des Retraités FO
- Commission spécialisée de prévention : Docteur Isabelle MILLOT, IREPS Bourgogne-Franche-Comté

Article 3 : la durée du mandat des membres de cette commission est inhérente à la durée du mandat des membres de la Conférence régionale de la santé et de l'autonomie qui est de quatre ans, renouvelable une fois à compter de la date de l'installation de la Conférence régionale de la santé et de l'autonomie.


Lorsqu'un membre cesse d'exercer ses fonctions avant l'expiration de son mandat, il est remplacé par une personne désignée dans les mêmes conditions pour la durée du mandat restant à courir.

Article 4 : le présent arrêté annule et remplace, dès sa signature, l'arrêté n° ARSBFC/DS/2018/015 du 23 août 2018.

Article 5 : Le directeur de l'innovation et de la stratégie de l'agence régionale de santé de Bourgogne-Franche-Comté est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de région de Bourgogne-Franche-Comté.

Article 6 : le présent arrêté peut être contesté dans un délai de deux mois à compter de la notification pour les personnes auxquelles il a été notifié, ou dès sa publication pour les autres personnes, en formulant : un recours gracieux auprès du directeur général de l'agence régionale de santé de Bourgogne-Franche-Comté ; un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent de Dijon.

Fait à Dijon, le 04 avril 2019



Le Directeur Général,
Pierre PRIBILE

ARS Bourgogne Franche-Comté

BFC-2019-04-16-001

Arrêté ARSBFC/DOS/PSH/2019-342 modifiant la
composition nominative du conseil de surveillance du
centre hospitalier d'Auxonne (Côte d'Or)

**Arrêté ARSBFC/DOS/PSH/2019-342
modifiant la composition nominative du conseil de surveillance
du centre hospitalier d'Auxonne (21)**

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Bourgogne-Franche-Comté

Vu la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

Vu la loi n° 2016-41 du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé ;

Vu le code de la santé publique, notamment ses articles L.6143-5, L.6143-6, R.6143-1 à R.6143-4, R.6143-12 et R.6143-13 ;

Vu le décret du 8 décembre 2016 du ministère des affaires sociales et de la santé portant nomination du directeur général de l'agence régionale de santé de Bourgogne-Franche-Comté ;

Vu l'arrêté ARSB/DOS/PES/2015-364 du 24 juillet 2015 fixant la composition nominative du conseil de surveillance du centre hospitalier d'Auxonne ;

Vu les arrêtés modificatifs ARSB/DOS/PES n° 2015-454 du 26 octobre 2015, ARSBFC/DOS/PSH n° 2016-379 du 7 juin 2016, n° 2016-545 du 15 juin 2016, n° 2017-754 du 28 juin 2017 et n° 2018-879 du 11 juillet 2018 ;

Vu le courrier du 9 avril 2019 de l'organisation syndicale CFDT faisant part de la désignation du représentant du personnel suite aux élections professionnelles du 6 décembre 2018 ;

ARRÊTE

Article 1 :

Est nommé aux fins de siéger au sein du conseil de surveillance du centre hospitalier d'Auxonne, 5 rue du Château, 21130 AUXONNE, établissement public de santé de ressort communal :

- Monsieur Christian PAVLAKOVIC en qualité de représentant du personnel désigné par l'organisation syndicale CFDT

Article 2 :

En conséquence, la composition nominative du conseil de surveillance du centre hospitalier d'Auxonne devient la suivante :

I - Sont membres du conseil de surveillance avec voix délibérative :

1° en qualité de représentants des collectivités territoriales :

- de la commune d'Auxonne :
 - Monsieur Raoul LANGLOIS, maire d'Auxonne
- de la communauté de communes Auxonne Pontailler Val-de-Saône :
 - Monsieur Joël ABBEY
- du conseil départemental de Côte d'Or :
 - Monsieur Dominique GIRARD

2° en qualité de représentants du personnel

- désigné par la commission de soins infirmiers, de rééducation et médico-techniques :
 - Madame Séverine VINCENT
- désigné par la commission médicale d'établissement :
 - Madame le Docteur Virginie CLERC
- désigné par les organisations syndicales :
 - Monsieur Christian PAVLAKOVIC (CFDT)

3° en qualité de personnalités qualifiées

- désignée par le directeur général de l'agence régionale de santé de Bourgogne-Franche-Comté :
 - Madame Claudine KEHL, infirmière libérale

- désignées par le Préfet de Côte d'Or :
 - Madame Nicole DESCHAMPS, membre de l'UDAF 21
 - Madame Blandine COURT, membre de l'association Visiteurs de malades en établissements hospitaliers (VMEH)

II - Sont membres du conseil de surveillance avec voix consultative :

- le vice-président du directoire du centre hospitalier d'Auxonne
- le directeur général de l'agence régionale de santé de Bourgogne-Franche-Comté ou son représentant
- le représentant de la structure chargée de la réflexion d'éthique
- le directeur de la caisse d'assurance maladie de Côte d'Or ou son représentant
- Madame Reine MELOCCO, représentante des familles de personnes accueillies en unité de soins de longue durée ou en établissement d'hébergement pour personnes âgées mentionné au 6° du I de l'article L 312-1 du code de l'action sociale et des familles

Article 3 :

La durée des fonctions des membres du conseil de surveillance est fixée à cinq ans à compter du 24 juillet 2015, date de l'arrêté fixant la composition nominative de cette instance.

Le mandat des membres du conseil de surveillance prend fin en même temps que le mandat ou les fonctions au titre desquels les intéressés ont été désignés, sous réserve des dispositions suivantes (article R.6143-12 du code de la santé publique).

Le mandat des membres désignés par les assemblées délibérantes des collectivités territoriales prend fin lors de chaque renouvellement de ces assemblées. Toutefois, ces membres continuent de siéger au sein du conseil de surveillance jusqu'à la désignation de leurs remplaçants par la nouvelle assemblée.

Le mandat des membres désignés sur proposition des organisations syndicales les plus représentatives expire lors de chaque renouvellement du comité technique d'établissement. Toutefois, ils continuent de siéger au sein du conseil de surveillance jusqu'à la désignation de leurs remplaçants.

Article 4 :

Si un membre cesse ses fonctions avant l'expiration de son mandat, le mandat du nouveau membre prend fin à la date où aurait cessé celui du membre qu'il a remplacé (article R.6143-13 du code de la santé publique).

Article 5 :

Un recours contre le présent arrêté peut être formé auprès du tribunal administratif de Dijon dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté. A l'égard des tiers, ces délais courent à compter de la date de publication de la décision au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Bourgogne-Franche-Comté.

Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet www.telerecours.fr.

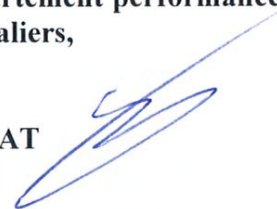
Article 6 :

Le directeur de l'organisation des soins de l'agence régionale de santé de Bourgogne-Franche-Comté et la directrice du centre hospitalier d'Auxonne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Dijon, le 16 AVR. 2019

**P/Le directeur général,
Le chef du département performance
des soins hospitaliers,**

Damien PATRIAT



ARS Bourgogne Franche-Comté

BFC-2019-04-16-002

Arrêté ARSBFC/DOS/PSH/2019-343 modifiant la
composition nominative du conseil d'administration du
centre de lutte contre le cancer Georges François Leclerc
de DIJON (Côte d'Or)

**Arrêté ARSBFC/DOS/PSH/2019-343
modifiant la composition nominative du conseil d'administration
du centre de lutte contre le cancer Georges François Leclerc de DIJON (Côte d'Or)**

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Bourgogne-Franche-Comté

Vu la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

Vu la loi n° 2016-41 du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé ;

Vu le code de la santé publique, notamment ses articles L.6162-7, L.6162-8, D.6162-1 à D.6162-7 ;

Vu le décret du 8 décembre 2016 du ministère des affaires sociales et de la santé portant nomination du directeur général de l'agence régionale de santé de Bourgogne-Franche-Comté ;

Vu l'arrêté ARSBFC/DOS/PSH/2017-687 du 3 juillet 2017 renouvelant la composition nominative du conseil d'administration du centre de lutte contre le cancer Georges François Leclerc de Dijon ;

Vu les arrêtés modificatifs ARSBFC/DOS/PSH n°2017-1073 du 4 septembre 2017, n° 2017-1163 du 17 octobre 2017, n° 2018-886 du 17 juillet 2018 et n° 2018-1173 du 23 novembre 2018 ;

Vu le décret du ministère des solidarités et de la santé du 18 février 2019 portant nomination de la directrice générale du centre hospitalier universitaire de Dijon ;

Vu le courrier de l'institut national du cancer transmettant la décision n° 2019-06 du 14 mars 2019 portant désignation d'une personnalité scientifique au sein du conseil d'administration du centre de lutte contre le cancer Georges François Leclerc de Dijon ;

ARRÊTE

Article 1 :

Sont nommés, aux fins de siéger au conseil d'administration du centre de lutte contre le cancer Georges François Leclerc, 1 rue Professeur Marion, BP 77980, 21079 DIJON cedex, établissement public de santé de ressort régional :

- Madame Nadiège BAILLE, directrice générale du centre hospitalier universitaire de Dijon
- Monsieur le Docteur Samuel LIMAT, personnalité scientifique désignée par l'institut national du cancer

Article 2 :

En conséquence, la composition du conseil d'administration du centre de lutte contre le cancer Georges François Leclerc de Dijon devient la suivante :

Le représentant de l'Etat dans un des départements de la région où le centre a son siège, désigné par le représentant de l'Etat dans la région :

- Monsieur Richard VIGNON, Préfet du Jura
Président du conseil d'administration

Le directeur de l'unité de formation et de recherche de médecine :

- Monsieur le Professeur Marc MAYNADIÉ, doyen de l'UFR des Sciences de Santé

Le directeur général du centre hospitalier universitaire :

- Madame Nadiège BAILLE, directrice générale du centre hospitalier universitaire de Dijon

La personnalité scientifique désignée par l'institut national du cancer :

- Monsieur le Docteur Samuel LIMAT

Le représentant du conseil économique, social et environnemental régional :

- Monsieur Yves BARD

Les personnalités qualifiées désignées par le directeur général de l'agence régionale de santé de Bourgogne-Franche-Comté :

- Monsieur le Docteur Philippe GENNE, président directeur général d'Oncodesign
- Monsieur le Docteur Jean-Paul FEUTRAY, médecin généraliste
- Monsieur le Professeur Franck DENAT, directeur de l'institut de chimie moléculaire de l'Université de Bourgogne
- Maître Xavier ALHERITIERE, président de la chambre des notaires de la Côte d'Or

Les représentants du personnel désignés par la commission médicale d'établissement :

- Monsieur le Docteur Jean FRAISSE
- Monsieur le Docteur Gilles TRUC

Les représentants du personnel désignés par le Comité Social et Economique :

- Madame Muriel CADOUOT, secrétaire du Comité Social et Economique
- Monsieur Eric CADIEUX, responsable des services techniques

Les représentants des usagers désignés par le directeur général de l'agence régionale de santé de Bourgogne-Franche-Comté :

- Monsieur le Docteur Henri BASTIEN, membre de la Ligue contre le cancer
- Madame Martine MOLLOT-DEREL, membre de l'Association Française des Diabétiques de Côte d'Or

Article 3 :

Le directeur général du centre de lutte contre le cancer Georges-François Leclerc, accompagné des collaborateurs de son choix, et le directeur général de l'agence régionale de santé de Bourgogne-Franche-Comté ou son représentant assistent au conseil avec voix consultative.

Article 4 :

La durée du mandat des membres qui siègent en qualité de personnalités scientifiques désignées par l'institut national du cancer, de personnalités qualifiées et de représentants des usagers est fixée à trois ans à compter du 17 juillet 2017, date de prise d'effet de l'arrêté n° 2017-687 renouvelant la composition nominative de cette instance.

Le mandat d'un représentant du personnel prend fin à chaque renouvellement de la commission médicale ou du comité d'entreprise qui l'a élu.

Le mandat du membre désigné par le conseil économique, et social et environnemental régional prend fin lors de chaque renouvellement de cette assemblée. Toutefois, ce membre continue à siéger au sein du conseil d'administration jusqu'à la désignation de son remplaçant par la nouvelle assemblée.

Toute personne qui perd la qualité au titre de laquelle elle a été désignée au conseil d'administration cesse d'appartenir à celui-ci.

Article 5 :

Si un membre cesse ses fonctions avant l'expiration normale de son mandat, les fonctions du nouveau membre prennent fin à la date à laquelle auraient cessé celles du membre qu'il a remplacé.

Article 6 :

Un recours contre le présent arrêté peut être formé auprès du tribunal administratif de Dijon dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté. A l'égard des tiers, ces délais courent à compter de la date de publication de la décision au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Bourgogne-Franche-Comté.

Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Article 7 :

Le directeur de l'organisation des soins de l'agence régionale de santé de Bourgogne-Franche-Comté et le directeur général du centre de lutte contre le cancer Georges François Leclerc de Dijon sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Dijon, le 16 AVR, 2019

**P/Le directeur général,
Le chef du département performance
des soins hospitaliers,**

Damien PATRIAT

ARS Bourgogne Franche-Comté

BFC-2019-03-22-001

Arrêté n°ARS.BFC/DS/2019-007 modifiant l'arrêté
A.R.S.BFC/DS/2019-001 fixant la liste des membres de la
commissions spécialisée pour les prises en charge et
accompagnements médico-sociaux de la Conférence
Régionale de la Santé et de l'Autonomie de
Bourgogne-Franche-Comté

**Arrêté n°ARS.BFC/DS/2019-007
en date du 22 mars 2019 modifiant l'arrêté
A.R.S.BFC/DS/2019-001 fixant la liste des
membres de la commission spécialisée
pour les prises en charge et
accompagnements médico-sociaux de la
Conférence Régionale de la Santé et de
l'Autonomie de Bourgogne-Franche-Comté**

**Le Directeur Général
de l'Agence Régionale de Santé de Bourgogne-Franche-Comté**

Vu le code de la santé publique, ses articles L 1114-1, L 1432-1 et, D 1432-28 et suivants, notamment L 1432-4, D 1432-31, D 1432-35, D 1432-40, D 1432-41, D 1432-44 à D 1432-53 ;

Vu le décret du 8 décembre 2016 portant nomination de Monsieur Pierre PRIBILE, en qualité de Directeur général de l'Agence régionale de santé de Bourgogne-Franche-Comté ;

Vu la décision n° 2019-005 en date du 1er janvier 2019 portant délégation de signature du directeur général de l'ARS de Bourgogne-Franche-Comté ;

Vu l'arrêté n°A.R.S.BFC/DS/2019-001 du 18 janvier 2019 modifiant la liste des membres de la commission spécialisée pour les prises en charges et accompagnements médico-sociaux de la conférence régionale de santé et de l'autonomie (CRSA) de Bourgogne Franche Comté ;

Vu l'arrêté n° A.R.S.BFC/DS/2019-006 du 13 mars 2019 modifiant la liste des membres de de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie de Bourgogne-Franche-Comté ;

ARRETE :

Article 1 – le président de la commission spécialisée pour les prises en charges et accompagnements médico-sociaux est monsieur Fabrice TOLETTI (collège 7), le vice-président est monsieur Robert CREEL (collège 7), élus le 24 juin 2016 lors de l'installation de la CRSA.

Article 2 – la commission spécialisée pour les prises en charges et accompagnements médico-sociaux comprend vingt-huit membres ayant voix délibérative, issus des différents collèges de la conférence régionale de santé et de l'autonomie (CRSA) de Bourgogne-Franche-Comté, dont deux membres issus de la commission spécialisée de l'organisation des soins.

Sont membres de la de la commission spécialisée pour les prises en charges et accompagnements médico-sociaux de la CRSA de Bourgogne-Franche-Comté au titre des collèges suivants :

1^{er} - Collège des représentants des collectivités territoriales du ressort géographique de l'agence

a) Conseil régional

Madame Françoise TENENBAUM, Conseil régional de Bourgogne-Franche-Comté, suppléée par

1. Madame Francine CHOPARD, Conseil régional de Bourgogne-Franche-Comté
2. Monsieur Francis COTTET, Conseil régional de Bourgogne-Franche-Comté

b) Présidents des conseils départementaux ou leur représentant

Le président du conseil départemental de la Côte d'Or, suppléé par

1. Madame Emmanuelle COINT, Conseil départemental de la Côte d'Or
2. Madame Christine RICHARD, Conseil départemental de la Côte d'Or

Mme Annick JACQUEMET, représentant le président du conseil départemental du Doubs, suppléée par

1. Madame Marie-Laure DALPHIN, Conseil départemental du Doubs
2. Madame Odile FAIVRE-PETITJEAN, Conseil départemental du Doubs

c) Représentant des groupements de communes du ressort de la CRSA, désignés par l'assemblée des communautés de France

Madame Nathalie KOENDERS vice-présidente de DIJON METROPOLE (21), suppléée par

1. En cours de désignation
2. En cours de désignation

d) Représentants des communes

En cours de désignation

2^{ème} - Collège des représentants des usagers de services de santé ou médico-sociaux

a) Représentants des associations agréées

Monsieur Gérard PERRIER, Générations Mouvement – Les aînés ruraux Bourgogne Franche Comté suppléée par

1. Monsieur Raphaël DARBON, France vascularités
2. En cours de désignation

Madame Christine GARNIER-GALLIMARD, Union régionale autisme France Bourgogne-Franche-Comté, suppléée par

1. Monsieur François LEBEAU, Sésame autisme Franche-Comté
2. En cours de désignation

b) Représentants des associations de retraités et de personnes âgées

Madame Marie-Reine TARDY, union territoriale des retraités (UTR) CFDT de la Nièvre, suppléée par

1. Madame Elisabeth FLENET, UTR CFDT du Doubs
2. Madame Suzanne FERRAND, fédération départementale du syndicat des exploitants agricoles (FDSEA)

Monsieur Francesco MEROTTO, UTR CFDT territoire de Belfort, suppléé par :

1. Monsieur Gérard GIRAUD, UTR CFDT de la Côte d'Or
2. Madame Michèle LAUT, Fédération nationale des associations de retraités (FNAR)

c) Représentants des associations de personnes handicapées

Monsieur Guy COULON, Association de parents pour l'enfance inadaptée (APEI) Lons le Saunier, suppléé par :

1. En cours de désignation
2. Monsieur Serge JENTZER, Association départementale de sauvegarde de l'enfance à l'adulte (ADSEA) de la Nièvre

Madame Dominique ETIEVANT, Association française contre les myopathies – Téléthon, suppléée par

1. Monsieur Patrick LAPOSTOLLE, Association pour l'insertion et l'accompagnement social (APIAS) de la Nièvre
2. Madame Valéry GARCIA, Association autiste Besançon (AAB)

3^{ème} - Collège des représentants des conférences de territoires

Décret modificatif à venir

4^{ème} - Collège des partenaires sociaux

a) Représentant des organisations syndicales de salariés

Madame Aline BISSON, CFDT Bourgogne-Franche-Comté, suppléée par

1. Monsieur Norbert MARTEAU, CFDT Bourgogne-Franche-Comté
2. Monsieur Jacques MONTANDON, CFDT Bourgogne-Franche-Comté

b) Représentant des organisations professionnelles d'employeurs

Madame Lucie GABRIELLI, MEDEF Bourgogne, suppléée par

1. Monsieur Valentin CIMAN, MEDEF Bourgogne
2. Madame Martine FONTANA, MEDEF Bourgogne-Franche-Comté

c) Représentant des organisations syndicales représentatives des artisans, des commerçants et professions libérales

Monsieur Christian ORLANDI, CRMA, suppléé par

1. Docteur Marie-Bénédicte BERTHOU, UNAPL
2. Docteur Philippe CLERE, UNAPL

d) Représentant des organisations syndicales représentatives des exploitants agricoles

Madame Mauricette BESANCON, Fédération Régionale des Syndicats Exploitants Agricoles Bourgogne- Franche-Comté (FRSEA), suppléée par

1. Monsieur Gérard CLERC, Fédération Régionale des Syndicats Exploitants Agricoles Bourgogne- Franche-Comté (FRSEA)
2. Monsieur François LAVRUT, Fédération Régionale des Syndicats Exploitants Agricoles Bourgogne- Franche-Comté (FRSEA)

5^{ème} - Collège des acteurs de la cohésion et de la protection sociale

a) Représentant des associations œuvrant dans le champ de la lutte contre la précarité

Madame Véronique BAILLET, Fédération des acteurs de la solidarité Bourgogne Franche Comté (FAS), suppléée par

1. Monsieur Sylvain JERABEK, Fédération des acteurs de la solidarité Bourgogne Franche Comté (FAS)
2. Madame Amélie APPERE DE SOUSA, Fédération des acteurs de la solidarité Bourgogne Franche Comté (FAS)

d) Représentant de la Mutualité Française

Monsieur Bruno HERRY, Mutualité Française Bourgogne-Franche-Comté, suppléé par

1. Madame Catherine ZIMMERMANN, Mutualité Française Bourgogne-Franche-Comté
2. Monsieur Michel MARTIN, Mutualité Française Bourgogne-Franche-Comté

7^{ème} – Collège des offreurs des services de santé

e) Représentants des personnes morales gestionnaires d'institutions accueillant des personnes handicapées

Monsieur Emmanuel RONOT, Directeur général adjoint EPNAK, Union régionale interfédérale des organismes privés sanitaires et sociaux Bourgogne Franche Comté (URIOPSS BFC), suppléé par

1. Monsieur Gilles CHAFFANGE, ETAPES, Groupe national des établissements et services publics sociaux Bourgogne-Franche-Comté (GEPSSO BFC)
2. Monsieur Philippe JEANNE, Association pour adultes et jeunes handicapés (APAJH)

Monsieur Denis VIVANT, Association des paralysés de France (APF) Bourgogne-Franche-Comté, suppléé par

1. Monsieur Erwan BECQUEMIE, Association d'hygiène sociale de Franche-Comté (AHS)
2. Madame Sandrine BONNET, Mutualité française bourguignonne-SAM

Monsieur Jacques PILLIEN, Union régionale des associations de parents et amis de personnes handicapées mentales de Franche-Comté (URAPEI), suppléé par

1. Madame Christine BUCHON, APEI papillons blancs d'entre Saône et Loire, NEXEM
2. Monsieur Franck AIGUBELLE, ADAPEI du Doubs

Monsieur Fabrice TOLETTI, PEP du centre de la région Bourgogne Franche Comté, suppléé par,

1. Monsieur Christophe ALLIGIER, UGECAM Bourgogne-Franche-Comté
2. Madame Laureline DELSART, Pôle ESMS EPNAK

f) Représentants des personnes morales gestionnaires d'institutions accueillant des personnes âgées

Monsieur Robert CREEL, Association « Les bons enfants », Union régionale interfédérale des organismes privés sanitaires et sociaux Bourgogne Franche Comté (URIOPSS BFC), suppléé par

1. Monsieur Thierry BARBON, Mutualité Française comtoise, FEHAP Bourgogne-Franche-Comté
2. Monsieur Cédric DICHAM, Centre Communal d'Action Sociale de Montbéliard

Docteur Christophe FABRE, Syndicat national des établissements et résidences pour personnes âgées (SYNERPA), suppléé par

1. Monsieur Pascal RICHARD, Fédération Française de Services à la Personne et de Proximité (FEDESAP)
2. Monsieur Philippe HAMEL, ADMR 71

Monsieur Xavier COQUIBUS, Union régionale de l'aide, des soins et des services aux domiciles de Franche Comté (UNA Franche-Comté), suppléée par

1. Madame Mireille SPITZER, ADESSA Domicile
2. Monsieur Thomas JOUANNET, Mutualité Française comtoise

Madame Sevena RELAND, Fédération hospitalière de France Bourgogne- Franche-Comté (FHF), suppléée par

1. Monsieur Thomas SCRIVE, ADMR 39
2. Monsieur Bruno PALANDRE, Comité régional des centres de soins infirmiers (CORECSI)

g) Représentant des personnes morales gestionnaires d'institutions accueillant des personnes en difficultés sociales

Madame Christiane PERNET, Association ADEFO, Union régionale interfédérale des organismes privés sanitaires et sociaux (URIOPSS), suppléée par

1. Madame Lydie FOURNIER, Directrice de territoire Association Le Pont
2. Monsieur Pierre DESRAY, Croix-Rouge Française

o) Membre des unions régionales des professionnels de santé

Docteur Patrick BOUILLLOT, URPS Médecins libéraux, suppléé par

3. Docteur Stéphane ATTAL, URPS Médecins libéraux
4. Docteur Norbert DESBIOLLES, URPS Biologistes

Sont membres au titre des représentants de la commission spécialisée de l'organisation des soins

Monsieur Denis VALZER, FHF Bourgogne Franche-Comté, suppléé par

1. Madame Elisabeth BEAU, CHU Dijon, FHF Bourgogne-Franche-Comté
2. Monsieur Pascal MATHIS, GH Haute-Saône, FHF Bourgogne-Franche-Comté

Monsieur Olivier TERRADE, Directeur général de la Fédération dijonnaise des œuvres de soutien à domicile (FEDOSAD), délégué régional FNEHAD Bourgogne Franche Comté, suppléé par

1. Monsieur Pierre ALIXANT, Hospitalia, FNEHAD Bourgogne Franche-Comté
2. Monsieur Pierrick COUILLEROT, GCS HAD Nord 71, FEDOSAD

Article 3 – participent, avec voix consultatives, aux travaux de la commission spécialisée pour les prises en charges et accompagnements médico-sociaux de la CRSA de Bourgogne-Franche-Comté :

Le directeur de la caisse primaire d'assurance maladie du Doubs ou son représentant
Madame Colette PERROT, représentante de la mutualité sociale agricole Bourgogne,
Madame Monique MARION, représentante de la mutualité sociale agricole Franche-Comté

Article 4 – la durée du mandat des membres est de quatre ans, renouvelable une fois, à compter de la date d'installation de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie de Bourgogne-Franche-Comté.

Lorsqu'un membre cesse d'exercer ses fonctions avant l'expiration de son mandat, il est remplacé par une personne désignée dans les mêmes conditions pour la durée du mandat restant à courir.

Article 5 - Le présent arrêté remplace, dès sa signature, l'arrêté n°A.R.S.BFC/DS/2019/001 sus visé.

Article 6 – La directrice de l'autonomie de l'agence régionale de santé (ARS) de Bourgogne Franche Comté est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Bourgogne Franche Comté.

Arrêté n°ARS.BFC/DS/2019-007 en date du 22 mars 2019 fixant la liste des membres de la commissions spécialisée pour les prises en charge et accompagnements médico-sociaux [5]

Article 7 – Voies de recours :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif compétent 22 rue d'Assas – 21000 Dijon dans un délai de deux mois suivant sa publication au recueil des actes administratifs de la région Bourgogne Franche Comté.

Le tribunal administratif peut être saisi via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet www.telerecours.fr dans le même délai.

Fait à Dijon, le 22 mars 2019



Le directeur général,

Pierre PRIBILE

DIRECCTE Bourgogne - Franche-Comté

BFC-2019-04-04-004

Arrêté préfectoral 2019 relatif aux embauches en Parcours
Emploi Compétences (PEC)



Préfet de région Bourgogne Franche Comté

**Arrêté relatif aux embauches en Parcours Emploi Compétences
Et aux Contrats Initiative Emploi (C.I.E)**

Le Préfet de la région Bourgogne Franche-Comté, Préfet de la Côte d'Or,
Officier de la légion d'honneur, Officier de l'ordre national du mérite,

Vu les articles L. 5134-19-1 et suivants du code du travail ;

Vu la loi n°2015-994 du 17 août 2015 relative au dialogue social et à l'emploi ;

Vu la loi n° 2008-1249 du 01 décembre 2008 généralisant le RSA et réformant les politiques d'insertion,

Vu la loi n°2018-1317 du 28 décembre 2018 de finances pour 2019 ;

Vu le décret n° 2009-1442 du 25 novembre 2009 relatif au contrat unique d'insertion,

Vu le décret n°2014-1750 du 30 décembre 2014 fixant la liste des quartiers prioritaires de la politique de la ville dans les départements métropolitains ;

Vu l'arrêté du 16 mars 2017 constatant le classement de communes en zone de revitalisation rurale ;

Vu la circulaire DGEFP n° 2009-42 du 05/11/2009 relative à l'entrée en vigueur du CUI au 01/01/2010 ;

Vu la circulaire inter ministérielle CAB n°2015/94 du 25/03/2015 relative à la mise en œuvre des mesures en faveur des quartiers prioritaires de la politique de la ville dans le champ du développement de l'activité économique et de l'emploi ;

Vu la circulaire n° DGCS/B3/DGEFP/DGT/2017/79 du 8 mars 2017 relative à la mise en œuvre du premier plan interministériel à l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes ;

Vu la circulaire n° DGEFP/SPDAE/MIP/METH/MPP/2019/17 du 31 janvier 2019 relative au Fonds d'inclusion dans l'emploi en faveur des personnes les plus éloignées du marché du travail (parcours emploi compétences, insertion par l'activité économique, entreprises adaptées, groupements d'employeurs pour l'insertion et la qualification) ;

Considérant la concertation avec les partenaires du service Public de l'Emploi de la région Bourgogne Franche-Comté ;

Sur proposition du directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Bourgogne Franche-Comté ;

ARRETE

PREAMBULE :

Dans une période de retour de la croissance et de créations d'emplois, la mobilisation du service Public de l'Emploi en direction des personnes durablement éloignées du marché du travail est plus que jamais une nécessité afin de permettre aux demandeurs d'emploi de profiter des opportunités découlant de la croissance de l'emploi marchand.

L'enjeu vise leur accès durable à un emploi par un accompagnement sur mesure concourant au développement des compétences correspondant au projet professionnel des publics en difficultés et aux besoins en matière de ressources humaines des acteurs économiques. Ainsi, la mise en place du Parcours Emploi Compétences se déploie autour du triptyque accompagnement - formation - emploi, effets leviers de l'évolution et de la sécurisation des parcours professionnels.

Dans un objectif d'insertion professionnelle des publics éloignés de l'emploi, le Parcours Emploi Compétences mixe les périodes de mises en situation professionnelle, d'accès à la formation et l'acquisition de compétences.

Le cadre juridique du Parcours Emploi Compétences CAE reste celui du C.A.E, pour lequel il est désormais instauré pour les CAE en cours et les Parcours Emploi Compétences initiaux et renouvellements qui vont être contractualisés. La mise en place d'un Parcours Emploi Compétence prévoit:

- L'automatisme d'un entretien tripartite préalable à la signature de la demande de l'aide (employeur, prescripteur et bénéficiaire), en vue :
 - d'établir un diagnostic permettant d'identifier « la distance à l'emploi » de la personne éloignée de l'emploi, eu égard aux attentes - exigences du marché du travail et sur la base du référentiel « compétences » de Pôle Emploi (Code R.O.M.E) ;
 - de définir les actions d'accompagnement sur mesure à déployer ;
 - de développer les conditions et modalités de suivi de ces engagements pendant toute la durée du contrat ;
 - de désigner un tuteur, parmi les salariés qualifiés et volontaires, pour assurer l'accompagnement. *Ce dernier doit justifier d'une expérience professionnelle d'au moins deux ans. Exceptionnellement, sur autorisation de l'autorité qui attribue l'aide, l'employeur pourra assurer lui-même le tutorat. Le tuteur ne peut suivre plus de trois salariés en P.E.C C.A.E.*
- La formalisation des engagements de l'employeur en matière d'accompagnement et de formation dans le CERFA exprimés sous la forme de « principales compétences à développer en cours de contrat » ;
- La mise en place d'un suivi tout au long de la durée du P.E.C contractualisé ;
- La réalisation d'un entretien de sortie entre le prescripteur et le salarié, en fonction des besoins de la personne, devant intervenir entre 1 à 3 mois avant la fin du contrat.

Article I : Publics éligibles à la conclusion ou au renouvellement des Parcours Emploi Compétences

La prescription du Parcours Emploi Compétences est centrée sur les publics éloignés du marché du travail au sens des personnes sans emploi rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières d'accès à l'emploi (L5134-20 du code du travail) pour lesquels :

- la seule formation n'est pas l'outil approprié (*le frein d'accès à l'emploi ne relève pas d'un défaut de qualification mais plutôt d'expérience et de savoirs-être professionnels, de rupture trop forte avec le monde de l'école, de la formation...*) ;
- les raisons de l'éloignement à l'emploi ne relèvent pas de freins périphériques lourds justifiant d'un parcours dans une structure dédiée à l'insertion (*SIAE, entreprise adaptée notamment*).

L'éligibilité des publics dépasse le raisonnement des catégories administratives et s'appuie sur le diagnostic global conduit par le conseiller du Service Public de l'Emploi.

Article II : Employeurs éligibles du secteur non marchand :

Le recentrage du Parcours Emploi Compétences sur l'objectif d'insertion nécessite une exigence réelle à l'égard des employeurs. Ils seront sélectionnés sur leur capacité à offrir des postes et un environnement de travail propices au développement des compétences, au parcours d'insertion et à son évolution.

La sélection des employeurs repose sur 4 critères :

- 1° Le poste doit permettre de développer la maîtrise de comportements professionnels et des compétences techniques répondant à des besoins du bassin d'emploi ou transférables à d'autres métiers qui recrutent ;
- 2° L'employeur doit démontrer une capacité à accompagner au quotidien le salarié notamment au regard du nombre de Parcours Emploi Compétences par rapport aux effectifs totaux et de l'effectivité de la désignation et de la mobilisation d'un tuteur ;
- 3° L'employeur doit s'engager à faciliter l'accès à la formation de la personne embauchée en Parcours emploi Compétences;
- 4° Le cas échéant, la capacité de l'employeur à pérenniser le poste.

Dans ce cadre, en fonction des besoins de la personne éloignée de l'emploi, le prescripteur a la responsabilité de proposer, d'accepter ou de refuser un Parcours Emploi Compétences en fonction de la qualité du contrat et de l'accompagnement proposé par l'employeur.

Article III : Modalités de contractualisation des Parcours Emploi compétences :

III-1- Dispositions de droit commun de la durée hebdomadaire et totale de prise en charge de l'aide de l'Etat :

- La durée hebdomadaire de prise en charge par l'Etat est limitée à **20 heures**.
- La durée des conventions initiales peut varier de **9 à 12 mois**. Le contrat de travail, différent de la convention initiale précisant les modalités de prise en charge de l'aide par l'Etat, prend la forme d'un contrat à durée indéterminée (CDI) ou d'un contrat à durée déterminée (CDD).
- Les renouvellements ne sont ni prioritaires ni automatiques. Ils sont conditionnés à l'évaluation par le prescripteur de son utilité pour le bénéficiaire et autorisés sous réserve du respect des engagements de l'employeur.
- Les renouvellements sont conclus pour une durée de **6 mois**, sauf pour les cas particuliers où la durée restante sera inférieure pour atteindre la durée maximale réglementaire de prise en charge de l'Etat. Dans les cas prévus à l'article L5134-23-1 du code du travail, et par application des articles R5134-32 à 34 et de la loi n° 2015-994 du 17 août 2015 relative au dialogue social et à l'emploi, la durée maximale de 24 mois peut être prolongée jusqu'à 60 mois par périodes successives de 12 mois au plus.

III-2- Taux de prise en charge par l'Etat

III-2-1 : Taux de prise en charge par l'Etat lors de la contractualisation de conventions initiales P.E.C:

Le taux de prise en charge de droit commun est fixé à 50% du montant brut du salaire minimum de croissance par heure travaillée pour l'aide de l'Etat prévue par l'article L 5134-30 du code du travail, concernant les embauches en « P.E.C convention initiale », dès lors que le diagnostic initial, les actions d'accompagnement, la désignation d'un tuteur et les modalités de suivi ont été clairement définis entre le prescripteur et l'employeur. Ces principales actions concourent à créer les conditions favorables à une évolution du parcours professionnel et au développement des compétences de la personne recrutée en P.E.C.

III-2-2 : Taux de prise en charge par l'Etat lors de la contractualisation des renouvellements P.E.C :

→ **Le taux de prise en charge de droit commun est fixé à 40%** du montant brut du salaire minimum de croissance par heure travaillée pour l'aide de l'Etat prévue par l'article L 5134-30 du code du travail, concernant les renouvellements P.E.C, dès lors que les engagements contractualisés ont été mis en place et se sont traduits par la tenue des entretiens de suivi, la mise en place de formation sur poste de travail permettant

d'attester des compétences acquises et de mentionner celles à acquérir (formalisation d'une attestation de compétences).

→ Une majoration de 10% sera appliquée, portant ainsi le taux de prise en charge à 50% du montant brut du salaire minimum de croissance par heure travaillée pour l'aide de l'Etat prévue par l'article L 5134-30 du code du travail, concernant les renouvellements P.E.C, dès lors qu'une formation « professionnalisante » (action de formation inscrite au plan de formation de l'employeur) ou pré-qualifiante sera engagée.

→ Une majoration de 20% sera appliquée, portant ainsi le taux de prise en charge à 60% du montant brut du salaire minimum de croissance par heure travaillée pour l'aide de l'Etat prévue par l'article L 5134-30 du code du travail, concernant les renouvellements P.E.C, dès lors qu'une formation certifiante inscrite au R.N.C.P (Répertoire National des Certifications Professionnelles), incluant les certifications partielles ou qu'une démarche de V.A.E (validation des acquis de l'expérience) seront engagées ou dès lors qu'une intention formalisée d'embauche en CDI, au sein de l'employeur actuel ou d'un autre employeur, aura été fournie.

III-2-3: Dispositions dérogatoires aux III-2-1 et III-2-2

→ Dispositions Education Nationale

Le taux de prise en charge est fixé pour les conventions initiales et les renouvellements à 50% du montant brut du salaire minimum de croissance par heure travaillée pour l'aide de l'Etat prévue par l'article L 5134-30 du code du travail au sein des établissements publics locaux d'Enseignement (E.P.L.E).

Les P.E.C sont mobilisables exclusivement pour les métiers de l'accompagnement et de l'aide humaine aux élèves en situation de handicap (Code R.O.M.E K1303).

NB : Les PEC EN prescrits sont imputés sur l'enveloppe spécifique EN

→ Dispositions dans le cadre de C.A.O.M conclue avec les conseils départementaux :

Le taux de prise en charge Etat de 60% s'applique pour l'embauche sous P.E.C (convention initiale et renouvellements) des bénéficiaires du RSA socle financés par un Conseil Départemental dans le cadre d'une convention annuelle d'objectifs et de moyens (CAOM) entre l'Etat et la collectivité concernée.

Pour les bénéficiaires du RSA socle financés par les Conseils Départementaux, la durée de la convention initiale est de 12 mois. Toutefois, elle pourra être conclue exceptionnellement, pour une durée comprise entre 6 et 12 mois. Les modalités de suivi des durées de ces conventions initiales de 6 à 12 mois seront définies dans les conventions annuelles d'objectifs et de moyens (C.A.O.M). Les avenants de renouvellement sont d'une durée comprise entre 6 et 12 mois

La durée hebdomadaire de prise en charge Etat est de 20 heures dans le cadre d'une convention annuelle d'objectifs et de moyens (CAOM).

Lorsqu'aucune C.A.O.M n'a été contractualisée, le taux de prise en charge Etat s'élève à 40 %.

Article IV : Contrat Initiative Emploi (C.I.E)(articles L5134-66 à 68 du code du travail)

Le CIE ne fait l'objet d'aucun financement de l'Etat. Le CIE peut néanmoins être conclu dans le cadre d'une CAOM avec un Conseil départemental pour un public bénéficiaire du revenu de solidarité active (RSA), avec une prise en charge intégrale de l'aide par le Conseil départemental concerné à hauteur minimale de 88% du RSA socle.

Le CIE prend la forme de contrat à durée indéterminée (CDI) ou à durée déterminée (CDD). Les durées de prise en charge hebdomadaire et en mois sont prévues dans le cadre des CAOM, dans le respect des textes réglementaires. À défaut, la prise en charge hebdomadaire est fixée entre 20 et 35 heures pour une durée de 12 mois maximum, renouvelable une fois pour un renouvellement du contrat en CDI.

Article V : Date de validité

Le présent arrêté annule et remplace les précédents arrêtés et avenants préfectoraux C.A.E/C.I.E fixant les conditions de mobilisation des aides de l'Etat pour les embauches réalisées en C.U.I.

Les nouvelles dispositions prévues au présent arrêté préfectoral s'appliquent aux nouvelles conventions P.E.C comme aux avenants de renouvellement conclus à compter de la date de signature de celui-ci.

En dehors des dispositions précisées aux articles I, II et III, aucun PEC/CAE ne pourra être signé sauf dérogation expresse du DIRECCTE par délégation du Préfet de Région.

Les dispositions du présent arrêté prennent effet à compter du 15 avril 2019 et demeurent en vigueur jusqu'à parution d'un nouvel arrêté en modifiant la teneur.

Article VI : Exécution de l'arrêté

Le Directeur Régional des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi, le Directeur Régional de Pôle Emploi, les Organismes de Placements Spécialisés, les Missions Locales et le Délégué Régional de l'Agence de Services et de Paiement (ASP) sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution et du suivi du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

A Dijon, le - 4 AVR. 2019



Bernard SCHMELTZ

ANNEXE à l'arrêté préfectoral P.E.C.C.A.E : Synthèse des modalités de prise en charge de l'aide de l'Etat

| | P.E.C. : Prise en charge de l'aide de l'Etat | | Exigences attendues |
|--|--|--------------------------|---|
| | Du SMIC Horaire | De la durée hebdomadaire | |
| | Droit commun | | |
| Initiaux | 50% | 20 h | 9 à 12 mois |
| Renouvellements | 40 % | 20 h | 6 mois |
| | 50% | 20 h | 6 mois |
| | 60% | 20 h | 6 mois |
| Durée maximale de la prise en charge de l'aide de l'Etat: 24 mois maximum sauf dérogation prévue à l'article III-I | | | |
| Dispositions dérogatoires | | | |
| Education nationale, Etablissements privés sous contrat | 50 % | 20 h | Droit commun |
| BRSA avec CAOM | 60% | 20 h | Convention initiale : 12 mois et à titre exceptionnel entre 6 et 12 mois Renouvellement : droit commun |
| BRSA HORS CAOM | 40% | 20 h | Droit commun |

Exclusivement dans le cadre des recrutements liés aux métiers suivants :
- Accompagnement et aide humaine aux élèves en situation de handicap (Code R.O.M.E K1303)

→ Concernant les publics en situation de handicap (B.O.E.T.H : bénéficiaires de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés), pour lesquels l'accès à des formations pré-qualifiantes et certifiantes dites de droit commun est rendu difficile en raison des restrictions liées au handicap (déficiences intellectuelles, troubles cognitifs, sensoriels...), la détermination de mise en place du taux de 50 ou 60% pour les renouvellements P.E.C est à apprécier et à motiver par les conseillers du service Public de l'Emploi, notamment les Organismes de Placements Spécialisés (O.P.S.). Cette décision se fondera sur le diagnostic, les exigences attendues, le niveau de progression de la personne et sur les initiatives de l'employeur pour créer les conditions favorables à l'apprentissage (adaptation du poste de travail, formation modulaires adaptées, pédagogie de formations et d'acquisitions des compétences en compatibilité avec les restrictions liées au handicap).

| | | |
|--|------|---|
| Renouvellements B.O.E.T.H (Bénéficiaires de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés) | 40 % | Engagements contractualisés mis en place et traduits par la tenue des entretiens de suivi, de la mise en place de formation sur poste de travail permettant d'attester des compétences acquises et de mentionner celles à acquérir. Attestation de compétences réalisées. |
| | 50% | Mise en place d'une formation « professionnalisante » (action de formation inscrite au plan de formation de l'employeur) ou pré-qualifiante. Pour les B.O.E.T.H (bénéficiaires de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés) à restrictions particulières et en cohérence avec les aptitudes et potentialités de la personne en situation de handicap, formation d'adaptation au poste de travail permettant de maîtriser les compétences de base du métier. |
| | 60% | Mise en place d'une formation certifiante inscrite au R.N.C.P (Répertoire National des Certifications Professionnelles, incluant les certifications partielles. Dénarache de V.A.E engagée (validation des acquis de l'expérience). Pour les B.O.E.T.H (bénéficiaires de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés à) restrictions particulières et en cohérence avec les aptitudes et potentialités de la personne en situation de handicap, formation continue d'accompagnement au poste de travail, concourant à être autonome sur le poste de travail. Intention formalisée d'embauche en CDI au sein de l'employeur actuel ou d'un autre employeur. |

Direction départementale des territoires de la Côte-d'Or

BFC-2019-04-12-011

EARL PORCHEROT

Rue d'Oigny

21450 POISEUL LA VILLE ET LAPERRIERE

Arrêté portant autorisation d'exploiter au titre du contrôle des structures agricoles.

PRÉFET DE LA RÉGION BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ

Direction régionale
de l'alimentation,
de l'agriculture et de la forêt

ARRÊTÉ

portant autorisation d'exploiter au titre du contrôle des structures agricoles

VU le Code rural et de la pêche maritime et notamment ses articles L.312.1, L.331.1 à L.331.10, R.312.1 à R.312.3 et R.331.1 à R.331.12 relatifs au contrôle des structures des exploitations agricoles ;

VU l'arrêté préfectoral n° 16-77 BAG du 21 mars 2016 approuvant le Schéma Directeur Régional des Exploitations Agricoles (SDREA) de Bourgogne ;

VU l'arrêté préfectoral n° 18-69 BAG du 22 mai 2018 portant délégation de signature à M. Vincent FAVRICHON, directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de la région Bourgogne-Franche-Comté ;

VU l'avis de la commission départementale d'orientation de l'agriculture lors de la séance du 28 mars 2019 ;

VU la demande déposée le 28/09/2018 puis complétée le 29/10/2018 à la DDT de la CÔTE D'OR concernant :

| | | |
|-----------------------------------|-------------------|--|
| DEMANDEUR | NOM | EARL PORCHEROT |
| | Commune | POISEUL LA-VILLE- ET- LAPERRIERE |
| CARACTÉRISTIQUES DE LA DEMANDE | Cédant | EARL DU CHAMP GRENIER |
| | Surface demandée | 103,0225 ha |
| | dans les communes | CHANCEAUX, BILLY-LES-CHANCEAUX, FROLOIS |

CONSIDÉRANT que l'opération présentée par le demandeur, en application de l'article L331-2 du Code rural et de la pêche maritime, est soumise à **AUTORISATION PRÉALABLE D'EXPLOITER**, en application de l'article L331-2 (alinéa 1) du Code rural et de la pêche maritime pour agrandissement supérieur au seuil de déclenchement de 150 ha ;

CONSIDÉRANT que la demande de l'EARL PORCHEROT est vue comme un agrandissement supérieur à la Dimension Économique Viable (DEV 124 ha) s'inscrivant en priorité 1 du SDREA pour 95,67 ha et en priorité 2 pour 7,36 ha, exploitation de 348,357 ha après reprise avec 2,75 UTA (soit 126,68 ha/uta), portant sur les parcelles sises à CHANCEAUX (ZS21, ZY72, ZR8, ZN8, ZR22, ZL4, ZO4, ZO10, ZP6, ZP13, ZO3, ZY73, ZY74, ZR14, ZX7, ZX8, ZX9, ZX10, ZX22, ZR18), FROLOIS (ZL19, ZL18), BILLY-LES-CHANCEAUX (ZK4), totalise 89 points au titre de la priorité 1, et 87 points au titre de la priorité 2 ;

CONSIDÉRANT que cette demande s'inscrit en concurrence partielle avec la demande de l'EARL SAUVADET en date du 26 décembre 2018 sur les parcelles sises à CHANCEAUX (ZS21, ZY72, ZR8, ZN8, ZR22, ZL4, ZO4, ZO10, ZP6, ZP13, ZO3, ZY73, ZY74, ZR14, ZX7, ZX8, ZX9, ZX10, ZX22, ZR18), FROLOIS (ZL19, ZL18), BILLY-LES-CHANCEAUX (ZK4);

CONSIDÉRANT que la demande concurrente déposée complète le 26/12/2018 par l'EARL SAUVADET est vue comme un agrandissement au-delà de la Dimension Économique Viable (DEV 124 ha) s'inscrivant en priorité 2 du SDREA pour 73,16 ha et hors priorité pour 23,90 ha, exploitation de 303,9003 ha après reprise avec 1,25 UTA (soit 243,12 ha/uta), portant sur les parcelles sises à CHANCEAUX (ZS21, ZY72, ZR8, ZN8, ZR22, ZL4, ZO4, ZP6, ZP13, ZO3, ZY73, ZY74, ZR14, ZX7, ZX8, ZX9, ZX10, ZX22, ZR18), FROLOIS (ZL19, ZL18), BILLY-LES-CHANCEAUX (ZK4), totalise 6 points au titre de la priorité 2 ;

CONSIDÉRANT que la demande de l'EARL PORCHEROT totalise 89 points au titre de la priorité 1 contre 6 points au titre de la priorité 2 dans la demande de l'EARL SAUVADET;

CONSIDÉRANT ainsi que la demande de l'EARL PORCHEROT relève d'un niveau de priorité supérieur par rapport à la demande de l'EARL SAUVADET;

CONSIDÉRANT les motifs de refus renseignés à l'article L.311-3-1 du code rural et de la pêche maritime et le fait qu'il existe un candidat répondant à une priorité supérieure au regard du SDREA ;

CONSIDÉRANT que la demande de l'EARL PORCHEROT totalise 87 points au titre de la priorité 2 contre 6 points au titre de la priorité 2 dans la demande de l'EARL SAUVADET;

CONSIDÉRANT que l'article 5.3 du SDREA dispose qu'en cas de demandes concurrentes les points correspondants à la situation de chacun des demandeurs dans le même rang de priorité le plus élevé sont comparés :

- si l'écart de points obtenus par les candidats concurrents est inférieur à 20 points, l'autorité administrative compétente délivre plusieurs autorisations ;
- dans les autres cas, l'autorisation est accordée à la demande ayant obtenu la note la plus élevée ;

CONSIDÉRANT que le délai d'instruction de la demande a été prolongé de 2 mois supplémentaires ;

Sur proposition du Directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de la région Bourgogne-Franche-Comté :

ARRÊTE

ARTICLE 1 :

Le demandeur susvisé est **autorisé** à exploiter les parcelles suivantes situées sur le territoire les communes de CHANCEAUX, BILLY-LES-CHANCEAUX, FROLOIS rattachées au département de la Côte d'Or:

| Référence Cadastreale | Surface |
|-----------------------|-----------------|
| 21440 ZY74 | 6ha 24 a 36 ca |
| 21440 ZR14 | 7 ha 00 a 70 ca |
| 21440 ZX7 | 1 ha 92 a 80 ca |

| Référence Cadastreale | Surface |
|-----------------------|-----------------|
| 21440 ZY72 | 5 ha 21 a 49 ca |
| 21440 ZR8 | 2 ha 74 a 40 ca |
| 21440 ZN8 | 4 ha 19 a 80 ca |

| | |
|------------|-----------------|
| 21440 ZX8 | 1 ha 25 a 20 ca |
| 21440 ZX9 | 0 ha 91 a 20 ca |
| 21440 ZX10 | 0 ha 57 a 00 ca |
| 21440ZX22 | 2 ha 42 a 28 ca |
| 21440 ZR18 | 6 ha 04 a 50 ca |
| 21440 ZS21 | 1 ha 68 a 00 ca |
| 21440 ZY73 | 0 ha 81 a 21 ca |
| 21150 ZL18 | 8 ha 50 a 00 ca |
| 21450 ZK4 | 0 ha 22 a 70 ca |

| | |
|-------------|------------------|
| 21440 ZR22 | 6 ha 18 a 00 ca |
| 21440 ZL4 | 1 ha 88 a 40 ca |
| 21440 ZO4 | 12 ha 61 a 40 ca |
| 21440 ZO 10 | 5 ha 96 a 22 ca |
| 21440 ZP6 | 2 ha 68 a 60 ca |
| 21440 ZP13 | 11 ha 25 a 39 ca |
| 21440 ZO3 | 3 ha 24 a 90 ca |
| 21150 ZL19 | 9 ha 43 a 70ca |
| | |

Soit une surface totale de 103 ha 02 a 25 ca.

Toutefois, pour mettre en valeur les parcelles objet de la présente décision le demandeur devra obtenir, le cas échéant, l'accord des propriétaires.

ARTICLE 2 :

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture, et de l'Alimentation. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au tribunal administratif territorialement compétent dans les deux mois suivants.

- par recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent, dans le délai de deux mois à compter de la notification de cette décision ou de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de Bourgogne-Franche-Comté. (Le tribunal administratif peut être saisi par un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet www.telerecours.fr).

ARTICLE 3 :

Le Directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de la région Bourgogne-Franche-Comté et le Directeur départemental des territoires de CÔTE D'OR sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté lequel sera notifié à l'EARL PORCHEROT, aux propriétaires et transmis pour affichage aux communes de CHANCEAUX, BILLY-LES-CHANCEAUX, FROLOIS.

Fait à Dijon, le

12 AVR. 2019

Pour le préfet de région et par subdélégation,

La directrice régionale adjointe,


Huguette THIEN-AUBERT

Direction départementale des territoires de la Côte-d'Or

BFC-2019-04-12-010

EARL SAUVADET

3 rue de la terrasse

21440 CHANCEAUX

Arrêté portant refus d'exploiter au titre du contrôle des structures agricoles



PRÉFET DE LA RÉGION BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ

Direction régionale
de l'alimentation,
de l'agriculture et de la forêt

ARRÊTÉ

portant refus d'exploiter au titre du contrôle des structures agricoles

VU le Code rural et de la pêche maritime et notamment ses articles L.312.1, L.331.1 à L.331.10, R.312.1 à R.312.3 et R.331.1 à R.331.12 relatifs au contrôle des structures des exploitations agricoles ;

VU l'arrêté préfectoral n° 16-77 BAG du 21 mars 2016 approuvant le Schéma Directeur Régional des Exploitations Agricoles (SDREA) de Bourgogne ;

VU l'arrêté préfectoral n° 18-69 BAG du 22 mai 2018 portant délégation de signature à M. Vincent FAVRICHON, directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de la région Bourgogne-Franche-Comté ;

VU l'avis de la commission départementale d'orientation de l'agriculture lors de la séance du 28 mars 2019 ;

VU la demande complète déposée le 26/12/2018 à la DDT de la CÔTE D'OR concernant :

| | | |
|-----------------------------------|---|---|
| DEMANDEUR | NOM Commune | EARL SAUVADET CHANCEAUX |
| CARACTÉRISTIQUES DE LA DEMANDE | Cédant Surface demandée dans les communes | EARL DU CHAMP GRENIER 97,0603 ha CHANCEAUX, BILLY-LES-CHANCEAUX, FROLOIS |

CONSIDÉRANT que l'opération présentée par le demandeur, en application de l'article L331-2 du Code rural et de la pêche maritime, est soumise à **AUTORISATION PRÉALABLE D'EXPLOITER**, en application de l'article L331-2 (alinéa 1) du Code rural et de la pêche maritime pour agrandissement supérieur au seuil de déclenchement de 150 ha ;

CONSIDÉRANT que la demande de l'EARL SAUVADET est vue comme un agrandissement au-delà de la Dimension Économique Viable (DEV 124 ha) s'inscrivant en priorité 2 du SDREA pour 73,16 ha et hors priorité pour 23,90 ha, exploitation de 303,9003 ha après reprise avec 1,25 UTA (soit 243,12 ha/uta), portant sur les parcelles sises à CHANCEAUX (ZS21, ZY72, ZR8, ZN8, ZR22, ZL4, ZO4, ZP6, ZP13, ZO3, ZY73, ZY74, ZR14, ZX7, ZX8, ZX9, ZX10, ZX22, ZR18), FROLOIS (ZL19, ZL18), BILLY-LES-CHANCEAUX (ZK4), totalise 6 points au titre de la priorité 2 ;

CONSIDÉRANT que cette demande s'inscrit en concurrence partielle avec la demande de l'EARL PORCHEROT en date du 29/10/2018 sur les parcelles sises à CHANCEAUX (ZS21, ZY72, ZR8, ZN8, ZR22, ZL4, ZO4, ZP6, ZP13, ZO3, ZY73, ZY74, ZR14, ZX7, ZX8, ZX9, ZX10, ZX22, ZR18), FROLOIS (ZL19, ZL18), BILLY-LES-CHANCEAUX (ZK4) ;

DRAAF de Bourgogne Franche-Comté : 4 bis rue Hoche – BP 87865 – 21078 DIJON Cedex

CONSIDÉRANT que la demande concurrente de l'EARL PORCHEROT du 29/10/18 est vue comme un agrandissement supérieur à la Dimension Économique Viable (DEV 124 ha) s'inscrivant en priorité 1 du SDREA pour 95,67 ha et en priorité 2 pour 7,36 ha, exploitation de 348,357 ha après reprise avec 2,75 UTA (soit 126,68 ha/uta), portant sur les parcelles sises à CHANCEAUX (ZS21, ZY72, ZR8, ZN8, ZR22, ZL4, ZO4, ZO10, ZP6, ZP13, ZO3, ZY73, ZY74, ZR14, ZX7, ZX8, ZX9, ZX10, ZX22, ZR18), FROLOIS (ZL19, ZL18), BILLY-LES-CHANCEAUX (ZK4), totalise 89 points au titre de la priorité 1, et 87 points au titre de la priorité 2 ;

CONSIDÉRANT que la demande de l'EARL SAUVADET totalise 6 points au titre de la priorité 2 contre 89 points au titre de la priorité 1 dans la demande de l'EARL PORCHEROT;

CONSIDÉRANT ainsi que la demande de l'EARL PORCHEROT relève d'un niveau de priorité supérieur par rapport à la demande de l'EARL SAUVADET;

CONSIDÉRANT les motifs de refus renseignés à l'article L.311-3-1 du code rural et de la pêche maritime et le fait qu'il existe un candidat répondant à une priorité supérieure au regard du SDREA ;

CONSIDÉRANT que la demande de l'EARL SAUVADET totalise 6 points au titre de la priorité 2 contre 87 points au titre de la priorité 2 dans la demande de l'EARL PORCHEROT ;

CONSIDÉRANT que l'article 5.3 du SDREA dispose qu'en cas de demandes concurrentes les points correspondants à la situation de chacun des demandeurs dans le même rang de priorité le plus élevé sont comparés :

- si l'écart de points obtenus par les candidats concurrents est inférieur à 20 points, l'autorité administrative compétente délivre plusieurs autorisations ;
- dans les autres cas, l'autorisation est accordée à la demande ayant obtenu la note la plus élevée ;

CONSIDÉRANT que le délai d'instruction de la demande a été prolongé de 2 mois supplémentaires ;

Sur proposition du Directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de la région Bourgogne-Franche-Comté

ARRÊTE

ARTICLE 1 :

Le demandeur susvisé **n'est pas autorisé** à exploiter les parcelles suivantes situées sur le territoire les communes de CHANCEAUX, BILLY-LES-CHANCEAUX, FROLOIS rattachées au département de la Côte d'Or:

| Référence Cadastre | Surface |
|--------------------|-----------------|
| 21440 ZY74 | 6ha 24 a 36 ca |
| 21440 ZR14 | 7 ha 00 a 70 ca |
| 21440 ZX7 | 1 ha 92 a 80 ca |
| 21440 ZX8 | 1 ha 25 a 20 ca |
| 21440 ZX9 | 0 ha 91 a 20 ca |
| 21440 ZX10 | 0 ha 57 a 00 ca |

| Référence Cadastre | Surface |
|--------------------|------------------|
| 21440 ZY72 | 5 ha 21 a 49 ca |
| 21440 ZR8 | 2 ha 74 a 40 ca |
| 21440 ZN8 | 4 ha 19 a 80 ca |
| 21440 ZR22 | 6 ha 18 a 00 ca |
| 21440 ZL4 | 1 ha 88 a 40 ca |
| 21440 ZO4 | 12 ha 61 a 40 ca |

| | |
|------------|-----------------|
| 21440 ZR18 | 6 ha 04 a 50 ca |
| 21440 ZS21 | 1 ha 68 a 00 ca |
| 21440 ZY73 | 0 ha 81 a 21 ca |
| 21150 ZL18 | 8 ha 50 a 00 ca |
| 21450 ZK4 | 0 ha 22 a 70 ca |

| | |
|------------|------------------|
| 21440 ZP6 | 2 ha 68 a 60 ca |
| 21440 ZP13 | 11 ha 25 a 39 ca |
| 21440 ZO3 | 3 ha 24 a 90 ca |
| 21150 ZL19 | 9 ha 43 a 70ca |
| 21440ZX22 | 2 ha 42 a 28 ca |

Soit une surface totale de 97 ha 06 a 03 ca.

Toutefois, pour mettre en valeur les parcelles objet de la présente décision le demandeur devra obtenir, le cas échéant, l'accord des propriétaires.

ARTICLE 2 :

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture, et de l'Alimentation. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au tribunal administratif territorialement compétent dans les deux mois suivants.
- par recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent, dans le délai de deux mois à compter de la notification de cette décision ou de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de Bourgogne-Franche-Comté. (Le tribunal administratif peut être saisi par un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet www.telerecours.fr).

ARTICLE 3 :

Le Directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de la région Bourgogne-Franche-Comté et le Directeur départemental des territoires de CÔTE D'OR sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté lequel sera notifié à l'EARL SAUVADET, aux propriétaires et transmis pour affichage aux communes de CHANCEAUX, BILLY-LES-CHANCEAUX, FROLOIS.

Fait à Dijon, le 12 AVR. 2019

Pour le préfet de région et par subdélégation,
La directrice régionale adjointe,


Huguette THIEN-AUBERT

Direction départementale des territoires de la Côte-d'Or

BFC-2018-12-14-101

M. DELEPAU Gilles

21 rue de la Résistance

21470 BRAZEY EN PLAINE

*Accusé de réception de dossier complet valant autorisation d'exploiter tacite au titre du contrôle
des structures agricoles*

PRÉFET DE LA CÔTE D'OR

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES TERRITOIRES

Dijon, le 14 décembre 2018

Service Économie Agricole et Environnement
des Exploitations

Le directeur départemental des territoires

Bureau Installation et Structures

à

Dossier suivi par : Aleksandra NOWAK
aleksandra.nowak@cote-dor.gouv.fr
Tél. : 03 80 29 42 66

Monsieur DELEPAU Gilles
21 rue de la Résistance
21470 BRAZEY EN PLAINE

Réf. :

**Objet : Demande d'autorisation d'exploiter
Dossier n° 2018-169**

ACCUSÉ DE RÉCEPTION DE DOSSIER COMPLET

Monsieur,

Vous avez déposé auprès de mes services le 14/12/2018, un dossier de demande d'autorisation d'exploiter 2,4112 ha situés sur la commune de BRAZEY-EN-PLAINE (AB84, AB85, AB170, YD29).

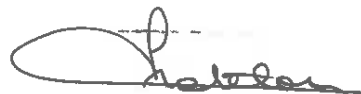
J'ai l'honneur de vous informer que le dossier est complet au 14/12/2018 et je vous en accuse réception.

Cette présente date fait courir le délai de 4 mois prévu pour l'instruction de votre dossier conformément à l'article R331-6 du Code Rural et de la Pêche Maritime. Le délai dont dispose l'autorité administrative compétente court donc au : **14/12/2018**.

Passé ce délai, vous bénéficierez d'une autorisation implicite d'exploiter si aucune décision préfectorale ne vous a été notifiée; toutefois, le délai d'instruction pourra éventuellement être porté à 6 mois, notamment dans le cas où des demandes concurrentes seraient déposées à la DDT. Si tel était le cas, vous en serez informé, et votre dossier sera présenté à la CDOA.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

Pour le Directeur Départemental des
Territoires et par subdélégation,
Le chef du service Économie
Agricole et environnement des
exploitations



Pierre CHATELON

Direction départementale des territoires de la Côte-d'Or

BFC-2019-04-21-001

Mme GRIBELIN Céline

4 rue de moulin

21610 SAINT-MAURICE-SUR-VINGEANNE

Attestation de non soumis à autorisation préalable au titre du contrôle des structures agricoles



PRÉFET DE LA RÉGION BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE

**Direction régionale de l'alimentation,
de l'agriculture et de la forêt
de Bourgogne-Franche-Comté**

Mme GRIBELIN Céline
4 rue de moulin
21610 SAINT-MAURICE-SUR-VINGEANNE

Service régional de l'économie agricole

Affaire suivie par : Jean-Baptiste Montjoie

Tél. : 03.80.39.30.31

Fax : 03.80.39.31.99

Méi : foncier.draaf-bourgogne-franche-comte@agriculture.gouv.fr

Dijon, le

12 AVR. 2019

Objet : Contrôle des Structures agricoles – Demande préalable

LRAR n°:1A 150 772 2174 6

Madame,

Vous avez déposé un dossier de demande d'autorisation d'exploiter relatif à votre installation sur la commune de SAINT-MAURICE-SUR-VINGEANNE. Ce dossier a été accusé réception au 12/03/2019 par la Direction Départementale des Territoires de la CÔTE D'OR et enregistré sous les références suivantes : 2019-033.

J'ai l'honneur de vous informer que l'examen de votre demande fait apparaître que **cette installation n'est pas soumise à autorisation préalable** au titre de la réglementation relative au contrôle des structures et que l'opération correspondante peut-être réalisée.

En effet, je vous informe que la surface de votre exploitation (5 ha 33 a 90 ca) est inférieure au seuil de contrôle fixé à 96 ha par le SDREA. De même, vous n'êtes pas soumise au titre des autres critères (capacité professionnelle, distance,).

Dans le cas d'exploitation en faire valoir indirect, **il convient de préciser que cette lettre ne vaut pas bail**. Il n'est pas possible de se substituer au bailleur ou au preneur pour la conclusion du dit bail à ferme.

Je vous prie d'agréer, Madame, l'expression de mes salutations distinguées.

Pour le Préfet de région Bourgogne Franche Comté et par
subdélégation,
La directrice régionale adjointe

Huguette THIEN-AUBERT

« La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du préfet de région ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Dijon, 22 rue d'Assas, BP61616, 21016 DIJON, dans le délai de deux mois à compter de la notification de cette décision ou de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de Bourgogne-Franche-Comté »

Le tribunal administratif peut être saisi par un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet www.telerecours.fr

DRAAF de Bourgogne Franche-Comté : 4 bis rue Hoche – BP 87865 – 21078 DIJON Cedex

Direction départementale des territoires de la Haute-Saône

BFC-2018-12-17-004

AR valant autorisation tacite d'exploiter des terres
agricoles au GAEC des Verts Prés de Fleurey les Faverney

AE tacite

PRÉFET DE LA HAUTE-SAÔNE

Vesoul, le 17 décembre 2018

Direction départementale des territoires

Service économie et politique agricoles

Cellule installation et modernisation

Référence CN / CM

Affaire suivie par Carine Maitre
03 63 37 92 33
carine.maitre@haute-saone.gouv.fr

GAEC DES VERTS PRES
Monsieur BERNET Jean-Michel
8 rue de la Croix Pommerode
70160 FLEUREY LES FAVERNEY

Monsieur le gérant,

J'accuse réception au **13 décembre 2018** de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter déposée au titre des articles L. 331-1 à L 331-11 du Code Rural et de la Pêche Maritime (CRPM) concernant l'opération suivante :

agrandissement de 7 ha 59 a 90 ca sur la commune de Fleurey les Favorney :

| Commune | référence cadastrale | surface en ha | propriétaire |
|----------------------|----------------------|---------------|--|
| FLEUREY LES FAVERNEY | A0499 | 0,1500 | Pascal Monnet 5 route de Chaux 70700 Bonnevent Velloreille |
| | ZA0041 | 5,4900 | |
| | ZA0043 | 0,7850 | |
| | ZA0045 | 0,7400 | |
| | ZA0055 | 0,4340 | |
| | | 7,5990 | |

Votre dossier a été réceptionné le 13 décembre 2018 et porte le numéro d'enregistrement 2018-146.

La date d'accusé réception constitue donc le départ du délai de quatre mois dont dispose le préfet de région pour statuer sur votre demande.

Ce délai est susceptible d'être prolongé à six mois en vertu de l'article R 331-6 du CRPM.

A défaut de notification de décision d'autorisation expresse ou de prolongation du délai, la présente demande d'autorisation préalable d'exploiter sera réputée acceptée à la date du **13 avril 2019**.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le gérant, l'expression de ma considération distinguée.

La responsable du service économie et politique agricoles



Christiane NEZ

Direction départementale des territoires de la Haute-Saône

BFC-2019-04-12-009

Prise de position sur le projet relevant du contrôle des
structures pour l'exploitation EARL Bernardin à
Aillevillers et Lyaumont

rescrit

PRÉFET DE LA RÉGION BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE

**Direction régionale de l'alimentation,
de l'agriculture et de la forêt
de Bourgogne-Franche-Comté**

Service régional de l'économie agricole

EARL BERNARDIN
Mme BERNARDIN Aline
203 Lieu-dit Le Poiremont
70320 AILLEVILLERS ET LYAUMONT

Affaire suivie par : Jean-Baptiste Montjoie

Tél. : 03.80.39.30.31

Fax : 03.80.39.31.99

Mél : foncier.draaf-bourgogne-franche-comte@agriculture.gouv.fr

Dijon, le **12 AVR. 2019**

Objet : prise de position formelle sur un projet relevant du contrôle des structures des exploitations agricoles
Réf. : article L.331-4-1 à L331-4-3 et R331-16 du code rural et de la pêche maritime

Madame,

Par courrier enregistré par mes services le 3 avril 2019, vous m'avez fait parvenir une demande de prise de position formelle quant au régime d'autorisation, de déclaration ou d'opération libre applicable au projet susceptible d'entraîner la modification de la structure d'une exploitation agricole que vous envisagez, et consistant en la constitution d'une société sur 46 ha 65 a 29 ca avec création d'un atelier hors-sol.

Des éléments renseignés dans votre demande, il apparaît que :

- vous exploitez actuellement une surface de 18 ha 49 a 48 ca ;
- vous souhaitez créer une société et reprendre une surface de 28 ha 15 a 81 ca ;
- vous souhaitez créer un atelier hors-sol comprenant 6 000 poules pondeuses ;

Aussi, au regard de la législation du contrôle des structures des exploitations agricoles en vigueur à ce jour et du SDREA de la région de Franche-Comté arrêté le 23 décembre 2015, fixant notamment le seuil de soumission à autorisation préalable d'exploiter à 109 Ha, il apparaît que votre projet relève du régime de l'autorisation préalable et qu'à ce titre, vous devez déposer une demande préalable d'autorisation d'exploiter.

La présente prise de position cesse de produire ses effets en cas de changement de la réglementation au vu de laquelle votre saisine a été appréciée, si votre situation ou celle de votre exploitation ne correspond plus aux informations fournies ou s'il est démontré que la position ainsi prise repose sur des informations que vous avez transmises erronées.

Elle sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de région et affichée en mairie de la commune sur laquelle sont situés les biens concernés.

La présente décision peut être contestée dans les 2 mois suivant sa notification devant le tribunal administratif territorialement compétent.

Je vous prie d'agréer, Madame, l'expression de mes salutations distinguées.

Pour le Préfet de région Bourgogne-Franche-Comté
et par subdélégation,
La directrice régionale adjointe



Huguette THIEN-AUBERT

DRAAF de Bourgogne-Franche-Comté : 4 bis rue Hoche – BP 87865 – 21078 DIJON Cedex

Direction départementale des territoires du Doubs

BFC-2018-08-21-056

Accusé de réception - Autorisation tacite d'exploiter
accordée à Mme MALOCHET Céline et M. MALOCHET
Jérémy pour une surface agricole à BART,
*Accusé de réception - Autorisation tacite d'exploiter accordée à Mme MALOCHET Céline et M.
MALOCHET Jérémy pour une surface agricole à BART, MONTBELIARD et SAINTE-MARIE dans le*
département du Doubs.



PRÉFECTURE DU DOUBS

Direction Départementale des Territoires
Économie agricole et rurale
Unité aides aux projets agricoles et ruraux

Affaire suivie par : Marie-Eve SERMIER
tél. 03.81.65.61.94 (touche 4)
fax 03 81 65 62 01
ddt-projets-ruraux@doubs.gouv.fr

Le directeur départemental des territoires

à

Mme MALOCHET Céline et
M. MALOCHET Jérémy

Rue de Sainte-Marie

25550 PRESENTEVILLERS

Besançon, le 21 août 2018

Objet : Demande d'autorisation d'exploiter

ACCUSÉ DE RÉCEPTION DE DOSSIER COMPLET

Madame, Monsieur,

Vous avez déposé auprès de mes services le 20 juillet 2018 un dossier de demande d'autorisation d'exploiter une surface totale de 163ha43a23ca provenant des cédants BREUILLOT Patrick du GAEC DU MONT CHEVIS à MONTBELIARD et MALOCHET Jérémy à PRESENTEVILLERS (25), dans le cadre de la création d'une société avec Monsieur MALOCHET Jérémy, à l'occasion de l'installation de Mme MALOCHET Céline. Cet accusé réception de dossier complet concerne le **cédant BREUILLOT Patrick** pour une surface de **87ha07a27ca** à BART, MONTBELIARD et SAINTE-MARIE (25).

Votre dossier a été enregistré complet au 21/08/2018.

Le délai d'instruction de votre demande est de 4 mois, susceptible d'être prolongé à 6 mois, conformément à l'article R331-6 du Code Rural et de la Pêche Maritime, à compter de la date mentionnée ci-dessus.

Durant ce délai, des informations supplémentaires sont susceptibles de vous être demandées, sans que cela puisse toutefois interrompre le délai d'instruction.

A défaut de notification d'une décision expresse au terme de ce délai, soit, au plus tard, le **21/12/2018 vous bénéficierez d'une autorisation implicite d'exploiter.**

Dans ce cas, vous aurez la possibilité de solliciter, auprès du service instructeur mentionné sous le présent timbre, une attestation, conformément aux dispositions de l'article L.232-3 du code des relations entre le public et l'administration.

J'attire votre attention sur le fait que le présent accusé de réception de votre demande ne vous autorise pas à mettre en valeur les parcelles qui en font l'objet.

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

Pour le Directeur Départemental des Territoires et par subdélégation,
la cheffe de l'unité aides aux projets agricoles et ruraux,

Claude-France CHAUX

Direction départementale des territoires du Doubs

BFC-2018-08-23-007

Accusé de réception - Autorisation tacite d'exploiter
accordée au GAEC DU HETRE (Mme et M. KOPP), pour
une surface agricole à CHAUDEFONTAINE,

*Accusé de réception - Autorisation tacite d'exploiter accordée au GAEC DU HETRE (Mme et M.
KOPP), pour une surface agricole à CHAUDEFONTAINE, CORCELLE MIESLOT,
CHAMPOUX, CHATILLON GUYOTTE et MARCHAUX dans le département du*

Doubs.



PRÉFECTURE DU DOUBS

Direction Départementale des Territoires
Économie agricole et rurale
Unité aides aux projets agricoles et ruraux

Affaire suivie par : Karinne DEFAUT
tél. 03.81.65.61.94 (touche 4)
fax 03 81 65 62 01
ddt-projets-ruraux@doubs.gouv.fr

Le directeur départemental des territoires

à

Madame et Messieurs KOPP
Futur GAEC DU HETRE

2 Rue de l'Orée du Bois

25642 CHAUDEFONTAINE

Besançon, le 23/08/2018

Objet : Demande d'autorisation d'exploiter

ACCUSÉ DE RÉCEPTION DE DOSSIER COMPLET

Madame, Messieurs,

Vous avez déposé auprès de mes services le 20/07/2018 et complété le 01/08/2018 un dossier de demande d'autorisation d'exploiter une surface totale de 94ha62a72ca située sur les communes de CHAUDEFONTAINE, CORCELLE MIESLOT, CHAMPOUX, CHATILLON GUYOTTE et MARCHAUX (25) au titre de l'installation aidée de M. Jonathan KOPP au sein du futur GAEC DU HETRE avec M. Dominique KOPP et MME Edith KOPP à CHAUDEFONTAINE (25).

Votre dossier a été enregistré complet au 01/08/2018.

Le délai d'instruction de votre demande est de 4 mois, susceptible d'être prolongé à 6 mois, conformément à l'article R331-6 du Code Rural et de la Pêche Maritime, à compter de la date mentionnée ci-dessus.

Durant ce délai, des informations supplémentaires sont susceptibles de vous être demandées, sans que cela puisse toutefois interrompre le délai d'instruction.

A défaut de notification d'une décision expresse au terme de ce délai, soit, au plus tard, le **01/12/2018** vous bénéficierez d'une autorisation implicite d'exploiter.

Dans ce cas, vous aurez la possibilité de solliciter, auprès du service instructeur mentionné sous le présent timbre, une attestation, conformément aux dispositions de l'article L.232-3 du code des relations entre le public et l'administration.

J'attire votre attention sur le fait que le présent accusé de réception de votre demande ne vous autorise pas à mettre en valeur les parcelles qui en font l'objet.

Je vous prie d'agréer, Madame, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Pour le Directeur Départemental des Territoires et par subdélégation,
la cheffe de l'unité aides aux projets agricoles et ruraux,

Claude-France CHAUX

Direction départementale des territoires du Doubs

BFC-2018-08-21-057

Accusé réception - Autorisation tacite d'exploiter accordée
à Mme MALOCHET Céline et M. MALOCHET Jérémy
pour une surface agricole à BART, SAINTE-MARIE,

*Accusé réception - Autorisation tacite d'exploiter accordée à Mme MALOCHET Céline et M.
MALOCHET Jérémy pour une surface agricole à BART, SAINTE-MARIE, DUNG,
PRESENTEVILLERS et SAINT-JULIEN-LES-MONTBELLIARD dans le*

département du Doubs.



PRÉFECTURE DU DOUBS

Direction Départementale des Territoires
Économie agricole et rurale
Unité aides aux projets agricoles et ruraux

Affaire suivie par : Marie-Eve SERMIER
tél. 03.81.65.61.94 (touche 4)
fax 03 81 65 62 01
ddt-projets-ruraux@doubs.gouv.fr

Le directeur départemental des territoires

à

Mme MALOCHET Céline et
M. MALOCHET Jérémy

Rue de Sainte-Marie

25550 PRESENTEVILLERS

Besançon, le 21 août 2018

Objet : Demande d'autorisation d'exploiter

ACCUSÉ DE RÉCEPTION DE DOSSIER COMPLET

Madame, Monsieur,

Vous avez déposé auprès de mes services le 20 juillet 2018 un dossier de demande d'autorisation d'exploiter une surface totale de 163ha43a23ca provenant des cédants BREUILLOT Patrick du GAEC DU MONT CHEVIS à MONTBELIARD et MALOCHET Jérémy à PRESENTEVILLERS (25), dans le cadre de la création d'une société avec Monsieur MALOCHET Jérémy, à l'occasion de l'installation de Mme MALOCHET Céline. Cet accusé réception de dossier complet concerne le **cédant MALOCHET Jérémy** pour une surface de **76ha35a96ca** à BART, SAINTE-MARIE, DUNG, PRESENTEVILLERS, SAINT-JULIEN-LES-MONTBELIARD (25).

Votre dossier a été enregistré complet au 21/08/2018.

Le délai d'instruction de votre demande est de 4 mois, susceptible d'être prolongé à 6 mois, conformément à l'article R331-6 du Code Rural et de la Pêche Maritime, à compter de la date mentionnée ci-dessus.

Durant ce délai, des informations supplémentaires sont susceptibles de vous être demandées, sans que cela puisse toutefois interrompre le délai d'instruction.

A défaut de notification d'une décision expresse au terme de ce délai, soit, au plus tard, le **21/12/2018 vous bénéficierez d'une autorisation implicite d'exploiter.**

Dans ce cas, vous aurez la possibilité de solliciter, auprès du service instructeur mentionné sous le présent timbre, une attestation, conformément aux dispositions de l'article L.232-3 du code des relations entre le public et l'administration.

J'attire votre attention sur le fait que le présent accusé de réception de votre demande ne vous autorise pas à mettre en valeur les parcelles qui en font l'objet.

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

Pour le Directeur Départemental des Territoires et par subdélégation,
la cheffe de l'unité aides aux projets agricoles et ruraux,

Claude-France CHAUX

Direction départementale des territoires du Doubs

BFC-2019-04-12-004

**Arrêté portant autorisation d'exploiter au GAEC DE LA
GRANGE FAURE pour une surface agricole à GILLEY
dans le département du Doubs.**

*Arrêté portant autorisation d'exploiter au GAEC DE LA GRANGE FAURE pour une surface
agricole à GILLEY dans le département du Doubs.*



PRÉFET DE LA RÉGION BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ

**Direction régionale
de l'alimentation,
de l'agriculture et de la forêt**

ARRÊTE n°

portant autorisation d'exploiter au titre du contrôle des structures agricoles

VU le Code rural et de la pêche maritime et notamment ses articles L.312.1, L.331.1 à L.331.10, R.312.1 à R.312.3 et R.331.1 à R.331.12 relatifs au contrôle des structures des exploitations agricoles ;

VU l'arrêté préfectoral n° R43-2015-12-23-004 du 23 décembre 2015 approuvant le Schéma Directeur Régional des Exploitations Agricoles (SDREA) de Franche-Comté ;

VU l'arrêté préfectoral n° 18-69 BAG du 22 mai 2018 portant délégation de signature à M. Vincent FAVRICHON, directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de la région Bourgogne-Franche-Comté ;

VU la demande déposée le 1^{er} mars 2019 à la DDT du Doubs, dossier réputé complet au 1^{er} mars 2019, concernant :

| | | |
|-----------------------------------|---|--|
| DEMANDEUR | NOM Commune | GAEC DE LA GRANGE FAURE 25650 GILLEY |
| CARACTÉRISTIQUES DE LA DEMANDE | Cédant Surface demandée Dans la (ou les) commune(s) | CUENOT DOMINIQUE à GILLEY (25) 3ha08a90ca GILLEY (25) |

CONSIDÉRANT que l'opération d'agrandissement présentée par le demandeur, en application de l'article L331-2 du Code rural et de la pêche maritime, est soumise à AUTORISATION PRÉALABLE D'EXPLOITER ;

CONSIDÉRANT l'arrêté de refus d'autorisation d'exploiter n° BFC-2018-12-05-006 du 05 décembre 2018 opposé au GAEC DE LA GRANGE FAURE concernant la parcelle ZN n°21 d'une surface de 3ha08a90ca à GILLEY, au profit du GAEC BOBILLIER-MONNOT, qui a été notifié d'une décision favorable n°BFC-2018-12-05-005 du 05 décembre 2018 ;

CONSIDÉRANT l'accord du 10 décembre 2018 suite à une réunion en mairie de GILLEY le 8 décembre 2018, par lequel le GAEC BOBILLIER-MONNOT renonce à son autorisation d'exploiter du 05 décembre 2018 concernant la parcelle ZN n°21 (3,0890ha) à GILLEY ;

En conséquence, la parcelle ZN n°21 est une terre libre et le GAEC DE LA GRANGE FAURE est fondé à déposer une nouvelle demande sur cette surface agricole à GILLEY ;

CONSIDÉRANT qu'aucune demande concurrente n'a été présentée au terme du délai de publicité fixé au 01/04/2019 pour la nouvelle demande du GAEC DE LA GRANGE FAURE ;

Sur proposition du Directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de la région Bourgogne-Franche-Comté

ARRÊTE

ARTICLE 1 :

Le demandeur susvisé **est autorisé** à exploiter la parcelle suivante, située à GILLEY dans le département du Doubs :

- ZN n°21 d'une surface totale de 3ha08a90ca.

Toutefois pour mettre en valeur la(les) parcelle(s) objet de la présente décision, le demandeur s'il n'est pas le propriétaire, devra obtenir préalablement l'accord du propriétaire, qui devra consentir une location.

ARTICLE 2 :

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture et de l'Alimentation. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au tribunal administratif territorialement compétent dans les deux mois suivants.

- par recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent, dans le délai de deux mois à compter de la notification de cette décision ou de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de Bourgogne-Franche-Comté.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr.

ARTICLE 3 :

Le Directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de la région Bourgogne-Franche-Comté et le Directeur départemental des territoires du Doubs sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté lequel sera notifié au demandeur, ainsi qu'au(x) propriétaire(s) de la(les) parcelle(s) et transmis pour affichage à la(aux) commune(s) concernée(s).

Fait à Dijon, le 12 avril 2019

Pour le préfet de région et par subdélégation,

La directrice régionale adjointe,

Huguette THIEN-AUBERT

Direction départementale des territoires du Doubs

BFC-2019-04-12-003

Arrêté portant autorisation d'exploiter au GAEC
POURCHET pour une surface agricole à GILLEY dans le
département du Doubs.

*Arrêté portant autorisation d'exploiter au GAEC POURCHET pour une surface agricole à
GILLEY dans le département du Doubs.*



PRÉFET DE LA RÉGION BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ

**Direction régionale
de l'alimentation,
de l'agriculture et de la forêt**

ARRÊTE n°

portant autorisation d'exploiter au titre du contrôle des structures agricoles

VU le Code rural et de la pêche maritime et notamment ses articles L.312.1, L.331.1 à L.331.10, R.312.1 à R.312.3 et R.331.1 à R.331.12 relatifs au contrôle des structures des exploitations agricoles ;

VU l'arrêté préfectoral n° R43-2015-12-23-004 du 23 décembre 2015 approuvant le Schéma Directeur Régional des Exploitations Agricoles (SDREA) de Franche-Comté ;

VU l'arrêté préfectoral n° 18-69 BAG du 22 mai 2018 portant délégation de signature à M. Vincent FAVRICHON, directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de la région Bourgogne-Franche-Comté ;

VU la demande déposée le 23 janvier 2019 à la DDT du Doubs, dossier réputé complet au 23 janvier 2019, concernant :

| | | |
|-----------------------------------|---|--|
| DEMANDEUR | NOM Commune | GAEC POURCHET 25650 MAISONS DU BOIS LIEVREMONT |
| CARACTÉRISTIQUES DE LA DEMANDE | Cédant Surface demandée Dans la (ou les) commune(s) | CUENOT DOMINIQUE à GILLEY (25) 2ha63a17ca GILLEY (25) |

CONSIDÉRANT que l'opération d'agrandissement présentée par le demandeur, en application de l'article L331-2 du Code rural et de la pêche maritime, est soumise à AUTORISATION PRÉALABLE D'EXPLOITER ;

CONSIDÉRANT l'arrêté de refus d'autorisation d'exploiter n° BFC-2018-11-22-004 du 22 novembre 2018 opposé au GAEC POURCHET concernant la parcelle ZO n°11 d'une surface de 2ha63a17ca à GILLEY, au profit du GAEC BOBILLIER-MONNOT, qui a été notifié d'une décision favorable n°BFC-2018-12-05-005 du 05 décembre 2018 ;

CONSIDÉRANT le courrier du GAEC BOBILLIER-MONNOT reçu le 28 janvier 2019, renonçant à son autorisation d'exploiter du 05 décembre 2018 concernant la parcelle ZO n°11 (2,6317ha) à GILLEY ;
En conséquence, la parcelle ZO n°11 est une terre libre et le GAEC POURCHET est fondé à déposer une nouvelle demande sur cette surface agricole à GILLEY ;

CONSIDÉRANT qu'aucune demande concurrente n'a été présentée au terme du délai de publicité fixé au 01/04/2019 pour la nouvelle demande du GAEC POURCHET ;

Sur proposition du Directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de la région Bourgogne-Franche-Comté

ARRÊTE

ARTICLE 1 :

Le demandeur susvisé **est autorisé** à exploiter la parcelle suivante, située à GILLEY dans le département du Doubs :

- ZO n°11 d'une surface totale de 2ha63a17ca.

Toutefois pour mettre en valeur la(les) parcelle(s) objet de la présente décision, le demandeur s'il n'est pas le propriétaire, devra obtenir préalablement l'accord du propriétaire, qui devra consentir une location.

ARTICLE 2 :

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture et de l'Alimentation. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au tribunal administratif territorialement compétent dans les deux mois suivants.

- par recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent, dans le délai de deux mois à compter de la notification de cette décision ou de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de Bourgogne-Franche-Comté.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr.

ARTICLE 3 :

Le Directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de la région Bourgogne-Franche-Comté et le Directeur départemental des territoires du Doubs sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté lequel sera notifié au demandeur, ainsi qu'au(x) propriétaire(s) de la(les) parcelle(s) et transmis pour affichage à la(aux) commune(s) concernée(s).

Fait à Dijon, le 12 avril 2019

Pour le préfet de région et par subdélégation,

La directrice régionale adjointe,

Huguette THIEN-AUBERT

Préfecture de la région Bourgogne Franche-Comté

BFC-2019-04-18-001

Arrêté n° 19-59 BAG portant sur la composition de la
SRIAS Bourgogne-Franche-Comté

Arrêté n° 19-59 BAG portant sur la composition de la SRIAS Bourgogne-Franche-Comté



PRÉFET DE LA RÉGION BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ

SECRETARIAT GÉNÉRAL
POUR LES AFFAIRES RÉGIONALES

Arrêté n° **19-59 BAG**
portant sur la composition de la SRIAS Bourgogne-Franche-Comté
Arrête composition SRIAS BFC 04-2019.odt

Le préfet de la région Bourgogne-Franche-Comté
Préfet de la Côte-d'Or
Officier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite

ARRÊTE

- VU** la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;
- VU** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif au pouvoir des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- VU** l'arrêté n° 2015-090-0005 du 31 mars 2015 fixant la composition et le fonctionnement de la section régionale Bourgogne du comité interministériel consultatif d'action sociale des administrations de l'État ;
- VU** l'arrêté n° 2015-118-32 du 28 avril 2015 fixant la composition et le fonctionnement de la section régionale Franche-Comté du comité interministériel consultatif d'action sociale des administrations de l'État ;
- VU** le décret n° 2006-21 du 6 janvier 2006 modifié relatif à l'action sociale au bénéfice des personnels de l'État ;
- VU** l'arrêté du 29 juin 2006 modifié, fixant la composition et le fonctionnement des sections régionales du comité interministériel consultatif d'action sociale des administrations de l'État – version consolidée au 28 avril 2017 ;
- VU** le décret du 27 avril 2018 portant nomination de M. Bernard SCHMELTZ préfet de la région Bourgogne-Franche-Comté, préfet de la Côte-d'Or ;
- VU** l'arrêté du 27 décembre 2018 modifiant l'arrêté du 29 juin 2006 fixant la composition et le fonctionnement des sections régionales du comité consultatif interministériel d'action sociale des administrations de l'État
- VU** les désignations formulées par les administrations et les organisations syndicales ;

Article 1

La section régionale de Bourgogne Franche-Comté du comité interministériel consultatif d'action sociale des administrations de l'État (SRIAS BFC) est composée comme suit :

- La présidence est assurée jusqu'au 7 juillet 2019 par M. Bernard CLERC, fonctionnaire du ministère des Finances, représentant syndical de la Confédération Générale du Travail. Le président élu lors de la séance plénière du 13 mai prendra ses fonctions le 8 juillet 2019.
- Représentants de l'administration
(12 délégués titulaires et 12 délégués suppléants)

| TITULAIRES | SUPLÉANTS |
|--|--|
| RASETTI Jean-Yves Chef du département des ressources humaines et de l'action sociale, Ministère de la Justice | LARBAIN Isabelle Coordonnatrice régionale en travail sociale, adjointe du chef du DRHAS, Ministère de la Justice |
| PETIT Catherine Conseillère technique d'encadrement, Ministère de la Défense | BUBOLA Monique, conseillère technique médico-sociale, Ministère de la Défense |
| DIMEY Dominique Présidente du comité départementale de l'action sociale des finances de la Côte-d'Or, DRFIP | CLERC Denise Déléguée départementale de l'action sociale des finances du Doubs, DRFIP |
| CHAILLAS-LAFARGE Françoise Chef du service départemental d'action sociale, Préfecture de Côte-d'Or | FESSARD Catherine DDSP 21 |
| GAUTHIER Séverine Chef du service départemental d'action sociale, Préfecture du Doubs | KESSLER Annick Chargée de l'accompagnement du personnel et de l'action sociale, Préfecture du Territoire de Belfort |
| BOUDERBALI Khayra Directrice des ressources humaines et des moyens, Préfecture du Jura | CONRY Audrey Assistante sociale des personnels, Université de Bourgogne |
| BEAULIEU Manon Gestionnaire des dispositifs sociaux, Préfecture de Haute-Saône | RIVA Patricia Secrétaire générale, DDCSPP de Haute-Saône |
| GALLINA Carine Chargée de l'action sociale et de la formation, Préfecture de Saône-et-Loire | AUBERT Anne-Marie Chef du bureau des ressources et des moyens, Préfecture de la Nièvre |
| REMOND Marie-Hélène Gestionnaire RH et action sociale, DIRECCTE BFC | BOUCHARD Sylvie Adjudant Chef, Base de Défense de Besançon |
| GARREAU Chantal Gestionnaire RH, DDT 21 | VICAIRE Nathalie Responsable formation, DRAAF BFC |
| LAIRD Hélène Conseillère technique de service social, responsable du département accompagnement social, DREAL BFC | DERIEUX Antoine Délégué régional, ONCFS |
| JACOB-VACCHINO Véronique Chef du service des pensions et de l'action sociale, Rectorat de l'Académie de Besançon | BOULIGAUD Jocelyne Responsable du bureau de l'action sociale, Rectorat de l'Académie de Dijon |

S:\SRIAS\SRIAS BFC\52019\Composition SRIAS-Arrêtés-Arrête composition SRIAS BFC 04-2019.odt

- Représentants des organisations syndicales de fonctionnaires
(13 délégués titulaires et 13 délégués suppléants)

| ORGANISATIONS SYNDICALES | TITULAIRES | SUPPLEANTS |
|--------------------------|---|---|
| FO | PETIT Marie-Josée, DDFIP THOMAS-TOULOUSE Corinne, EN GAY Stéphane, DDSP | BIAJOUX Corinne, Préfecture 25 MARQUES Nathalie, Préfecture 25 GALLOTTE Nadège, Pénitentiaire |
| CFDT | BACILIERI Pascal, Défense JOSSERAND Lionel, Direccte | BRIOT Isabelle, ARS RENE Fatima, DDFIP |
| CGT | JACQUEMARD Christian, DDT 25 GUILLEMIN-LABORDE Sylvie, DDFIP | MARTINET Didier, Cour d'appel 21 DEGARDIN Chantal, PJJ |
| UNSA | BORDY Michael, EN TIREL Raphael, Tribunal 25 | KARLIN Stéphane, Police POETE Caroline, DRDJSCS |
| FSU | CANON Christine, EN JEANNOT Eric, EN | DEBORD Sylvie, MAAF DELCOURT Jean-Marc, EN |
| SOLIDAIRES | ROUSSEL Christine, DDT 70 | FOLTETE Ghislaine, Université FC |
| CFE - CGC | BOISSON Bruno, Police | LECLERCQ Vincent, PAF Dijon |

Article 2 : la directrice de la plate-forme régionale d'appui interministériel à la gestion des ressources humaines et son représentant, la conseillère action sociale et environnement professionnel, peuvent assister aux séances de la section régionale et représenter le préfet de région.

Article 3 : le mandat des membres titulaires et suppléants de la section régionale du comité interministériel consultatif d'action sociale est de quatre ans maximum. Il prend fin en cas de changement de fonctions. Un nouveau membre est alors proposé en remplacement. Sa nomination intervient par arrêté modificatif.

Article 4 : le secrétaire général pour les affaires régionales est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture région Bourgogne-Franche Comté.

Dijon, le **18 AVR. 2019**

Le préfet de la région
Bourgogne-Franche-Comté



Bernard SCHMELTZ

Rectorat

BFC-2019-04-12-005

Arrêté du 12 avril 2019 relatif à la capacité d'accueil
licences non sélectives

La rectrice de l'académie de Dijon,
Chancelière des universités

RECTORAT

Vu l'article L612-3 du code de l'éducation modifié par la loi n° 2018-166 du 8 mars 2018 relative à l'orientation et à la réussite des étudiants, alinéa III

SAIO

Service académique
d'information et d'orientation

VU les données issues du portail Parcoursup ;

Affaire suivie par :
Didier Perrault,
CSAIO

VU les observations formulées par la commission inter-académique des formations post-baccalauréat (CAFPB) du 15 novembre 2017 ;

Référence :

DP/SOO/ n°2019

Arrêté rectoral L1 non sélectives

VU les délibérations du conseil d'administration de l'université de Bourgogne réuni en séance le 11 décembre 2018.

ARRÊTÉ

Téléphone

03 45 62 75 70

Télécopie

03 45 62 75 95

Courriel

ce.saio@ac-dijon.fr

Article 1^{er} : Les capacités d'accueil en Licence 1 non sélectives pour la rentrée 2019 sont fixées à 5683. Ce chiffre tient compte des perspectives d'insertion professionnelle des formations, de l'évolution des projets de formation exprimés par les candidats ainsi que du projet de formation et de recherche de l'établissement.

2G rue Général Delaborde

BP 81 921

21019 Dijon Cedex

Article 2 : Pour les licences non sélectives et la PACES, lorsque le nombre de candidatures excèdera les capacités d'accueil à l'université de Bourgogne, les inscriptions seront prononcées par le président de l'université dans la limite des capacités d'accueil, au regard de la cohérence entre, d'une part, le projet de formation du candidat, les acquis de sa formation antérieure et ses compétences et, d'autre part, les caractéristiques de la formation.

Article 3 : Monsieur le Président de l'université de Bourgogne est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Dijon, le 12 avril 2019



Frédérique ALEXANDRE-BAILLY

PJ : 1

- Annexe – Capacités d'accueil des licences non sélectives

RENTREE 2019

| Domaine | Mention | Parcours type | SITE | capacité d'accueil PARCOURSUP |
|--------------------------------------|---|--|------------|-------------------------------|
| Arts-lettres-langues | Information et communication | Anglais-Allemand | Dijon | 65 |
| | Langues étrangères appliquées | Anglais-Espagnol | Dijon | 43 |
| | Langues étrangères appliquées | Anglais-Italien | Dijon | 145 |
| | Langues étrangères appliquées | Anglais-Russe | Dijon | 38 |
| | Langues étrangères appliquées | Métiers des langues - Allemand | Dijon | 37 |
| | Langues, littératures & civilisations étrangères et régionales | Métiers des langues - Anglais | Dijon | 20 |
| | Langues, littératures & civilisations étrangères et régionales | Métiers des langues - Espagnol | Dijon | 110 |
| | Lettres | | Dijon | 47 |
| | Musicologie | | Dijon | 85 |
| | Philosophie | | Dijon | 80 |
| Sciences du langage | | Dijon | 50 | |
| | | | Dijon | 40 |
| Droit-économie-gestion | Administration économique et sociale | | Dijon | 230 |
| | Administration économique et sociale | | Le Creusot | 63 |
| | Droit | parcours "classique" | Dijon | 475 |
| | Droit | parcours "classique" | Nevers | 100 |
| | Économie | | Dijon | 160 |
| Sciences humaines et sociales | Gestion | | Dijon | 190 |
| | Géographie et aménagement | | Dijon | 100 |
| | Histoire | | Dijon | 240 |
| | Histoire de l'art et archéologie | | Dijon | 180 |
| | Psychologie | | Dijon | 510 |
| | Sciences de l'éducation | Education, Formation, Enseignement, Culture (EFEC) | Dijon | 60 |
| | Sciences de l'éducation | Education, Formation, Enseignement, Culture (EFEC) | Nevers | 55 |
| | Sociologie | | Dijon | 180 |
| | Chimie - Chimie / Informatique / Mathématiques / Physique / Sciences pour l'ingénieur (Electronique ou Mécanique) - Portail | | Dijon | 450 |
| | PACES (1ère année commune des études de santé) - Médecine, Pharmacie, Odontologie, Maïeutique, métiers de la rééducation | | Dijon | 1075 |
| Sciences - technologies - santé | Sciences de la vie - Sciences de la terre - Portail | | Dijon | 380 |
| | Sciences et Techniques des Activités Physiques et Sportives | | Dijon | 300 |
| | Sciences et Techniques des Activités Physiques et Sportives | | Dijon | 175 |
| | Sciences et Techniques des Activités Physiques et Sportives | | Le Creusot | 175 |
| TOTAL LICENCES NON SÉLECTIVES | | | | 5683 |

Rectorat

BFC-2019-04-12-008

Arrêté DU 12 AVRIL 2019 relatif aux pourcentages min
bac pro-STS privée



RÉGION ACADÉMIQUE
BOURGOGNE
FRANCHE-COMTÉ

La rectrice de l'académie de Dijon,
Chancelière des universités

RECTORAT

SAIO
Service académique
d'information et d'orientation

Affaire suivie par :
Didier Perrault,
CSAIO

Référence :
DP/SOO/ n°2019
Arrêté rectoral STS privée

Téléphone
03 45 62 75 70
Télécopie
03 45 62 75 95
Courriel
ce.saio@ac-dijon.fr

2G rue Général Delaborde
BP 81 921
21019 Dijon Cedex

VU le code de l'éducation et notamment le troisième alinéa de l'article L612-3 ;

VU les données issues du portail Parcoursup ;

VU les observations formulées par la commission inter-académique des formations post-baccalauréat (CAFPB) du 15 novembre 2017 ;

VU l'engagement de l'académie de Dijon dans l'expérimentation « bac pro-BTS » portée par le décret n°2017-515 du 10 avril 2017 ;

ARRÊTÉ

Article 1^{er} : Le taux académique minimal moyen de bacheliers professionnels présents à la rentrée 2019 en STS privée est fixé à 35.4 %.

Les pourcentages minimaux attendus de bacheliers professionnels par spécialité de STS privée sont détaillés dans l'annexe jointe.

Article 2 : La secrétaire générale de l'académie de Dijon est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Article 3 : Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Bourgogne Franche Comté.

Fait à Dijon, le 12 avril 2019



Frédérique ALEXANDRE-BAILLY

PJ : 1

- Annexe – pourcentages minimaux attendus de bacheliers professionnels par spécialité de STS privée

| SPÉCIALITÉ STS | ÉTABLISSEMENT | Capacité d'accueil | DEMANDES TOUTS VUEUX | | | PROPOSITIONS D'ADMISSION 1 ^È E PHASE EN PN | | | PRÉSENTS À LA RENTRÉE 2018 | | | % MINIMAUX ATTENDUS R 2019 |
|---|---|--------------------|-------------------------------|---------------|------|---|---------------|------|----------------------------|---------------|------|----------------------------|
| | | | TOTAL EFF | TERM. PRO EFF | % | TOTAL EFF | TERM. PRO EFF | % | TOTAL EFF | TERM. PRO EFF | % | |
| SERVICES | Commerce international à référentiel européen | 30 | 296 | 37 | 12,5 | 88 | 10 | 11,4 | 34 | 8 | 23,5 | 20% |
| | Commerce international à référentiel européen | 30 | 129 | 22 | 17,1 | 76 | 13 | 17,1 | 32 | 6 | 18,8 | 20% |
| | Communication | 30 | 405 | 60 | 14,8 | 80 | 11 | 13,8 | 34 | 4 | 11,8 | 15% |
| | Comptabilité et gestion des organisations | 33 | 134 | 38 | 28,4 | 89 | 24 | 27,0 | 28 | 4 | 14,3 | 30% |
| | Comptabilité et gestion des organisations | 30 | 184 | 52 | 28,3 | 116 | 30 | 25,9 | 35 | 9 | 25,7 | 30% |
| | Economie sociale et familiale | 30 | 238 | 82 | 34,5 | 84 | 14 | 16,7 | 33 | 6 | 18,2 | 20% |
| | Economie sociale et familiale | 20 | 206 | 84 | 40,8 | 35 | 12 | 34,3 | 13 | 5 | 38,5 | 20% |
| | Gestion de la PME | 33 | 274 | 104 | 38,0 | 128 | 45 | 35,2 | 35 | 12 | 34,3 | 40% |
| | Gestion des transports et logistique associée | 33 | 188 | 45 | 23,9 | 92 | 27 | 29,3 | 30 | 10 | 33,3 | 50% |
| | Management commercial opérationnel | 66 | 437 | 127 | 29,1 | 228 | 74 | 32,5 | 68 | 22 | 32,4 | 40% |
| | Management commercial opérationnel | 24 | 106 | 49 | 46,2 | 64 | 23 | 35,9 | 24 | 10 | 41,7 | 40% |
| | Management commercial opérationnel | 38 | 188 | 78 | 41,5 | 74 | 43 | 58,1 | 24 | 17 | 70,8 | 40% |
| | Métiers de l'esthétique cosmétique - parfumerie | 38 | 144 | 51 | 35,4 | 70 | 36 | 51,4 | 23 | 16 | 69,6 | 50% |
| | Négociation et digitalisation de la relation client | 33 | 377 | 115 | 30,5 | 103 | 34 | 33,0 | 36 | 15 | 41,7 | 40% |
| | Notariat | 28 | 105 | 10 | 9,5 | 67 | 8 | 11,9 | 27 | 4 | 14,8 | 20% |
| | Services et prestations des secteurs sanitaire et social | 23 | 116 | 51 | 44,0 | 60 | 32 | 53,3 | 20 | 10 | 50,0 | 30% |
| | Services et prestations des secteurs sanitaire et social | 22 | 75 | 34 | 45,3 | 52 | 16 | 30,8 | 19 | 6 | 31,6 | 30% |
| | Services informatiques aux organisations | 33 | 153 | 48 | 31,4 | 87 | 27 | 31,0 | 32 | 8 | 25,0 | 30% |
| | Support à l'action managériale | 35 | 85 | 34 | 40,0 | 64 | 25 | 39,1 | 34 | 8 | 23,5 | 40% |
| | Support à l'action managériale | 30 | 124 | 44 | 35,5 | 83 | 28 | 33,7 | 31 | 7 | 22,6 | 40% |
| Support à l'action managériale | 24 | 46 | 18 | 39,1 | 41 | 18 | 43,9 | 24 | 13 | 54,2 | 40% | |
| Tourisme | 60 | 435 | 85 | 19,5 | 181 | 27 | 14,9 | 68 | 12 | 17,6 | 20% | |
| Tourisme | 45 | 195 | 36 | 18,5 | 112 | 18 | 16,1 | 44 | 9 | 20,5 | 20% | |
| TOTAL SERVICES | | 768 | 4840 | 1304 | 28,1 | 2074 | 595 | 28,7 | 748 | 221 | 29,5 | 31,8% |
| PRODUCTION | Conception de produits industriels | 32 | 100 | 19 | 19,0 | 66 | 9 | 13,6 | 27 | 6 | 22,2 | 40% |
| | Conception et réalisation des systèmes automatiques | 32 | 90 | 33 | 36,7 | 69 | 26 | 37,7 | 27 | 17 | 63,0 | 60% |
| | Electrotechnique | 32 | 76 | 39 | 51,3 | 60 | 35 | 58,3 | 26 | 11 | 42,3 | 60% |
| | Enveloppe des bâtiments : conception et réalisation | 7 | Ouverture rentrée 2019 | | | | | | | | | |
| | Maintenance des véhicules , option voitures particulières | 12 | 57 | 27 | 47,4 | 36 | 16 | 44,4 | 13 | 8 | 61,5 | 60% |
| | Systèmes numériques option A informatique et réseaux | 32 | 118 | 27 | 22,9 | 87 | 26 | 29,9 | 28 | 8 | 28,6 | 60% |
| | TOTAL PRODUCTION | 147 | 441 | 145 | 32,9 | 318 | 112 | 35,2 | 121 | 50 | 41,3 | 54,2% |
| TOTAL STS PRIVÉES PRODUCTION ET SERVICES | | 915 | 5081 | 1449 | 28,5 | 2392 | 707 | 29,6 | 869 | 271 | 31,2 | 35,4% |

Rectorat

BFC-2019-04-12-007

Arrêté du 12 avril 2019 relatif aux pourcentages min bac
pro-STS publique



RÉGION ACADÉMIQUE
BOURGOGNE
FRANCHE-COMTÉ

La rectrice de l'académie de Dijon,
Chancelière des universités

RECTORAT

SAIO
Service académique
d'information et d'orientation

Affaire suivie par :
Didier Perrault,
CSAIO

Référence :
DP/SOO/ n°2019
Arrêté rectoral STS publique

Téléphone
03 45 62 75 70
Télécopie
03 45 62 75 95
Courriel
ce.saio@ac-dijon.fr

2G rue Général Delaborde
BP 81 921
21019 Dijon Cedex

VU le code de l'éducation et notamment le troisième alinéa de l'article L612-3 ;

VU les données issues du portail Parcoursup ;

VU les observations formulées par la commission inter-académique des formations post-baccalauréat (CAFPB) du 15 novembre 2017 ;

VU l'engagement de l'académie de Dijon dans l'expérimentation « bac pro-BTS » portée par le décret n°2017-515 du 10 avril 2017 ;

ARRÊTÉ

Article 1^{er} : Le taux académique minimal moyen de bacheliers professionnels présents à la rentrée 2019 en STS publique est fixé à 40.8 %.

Les pourcentages minimaux attendus de bacheliers professionnels par spécialité de STS publique sont détaillés dans l'annexe jointe.

Article 2 : La secrétaire générale de l'académie de Dijon est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Article 3 : Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Bourgogne Franche Comté.

Fait à Dijon, le 12 avril 2019

Frédérique ALEXANDRE-BAILLY

PJ : 1

- Annexe – pourcentages minimaux attendus de bacheliers professionnels par spécialité de STS publique

POURCENTAGES MINIMAUX ATTENDUS DES BACHELIERS PROFESSIONNELS EN STS PUBLIQUES - RENTRÉE 2019

R 2019

PARCOURSUP 2 0 1 8

R 2019

| SPECIALITÉ STS | ÉTABLISSEMENT | Capacité d'accueil rectorale | DEMANDES TOUS VŒUX | | | | PROPOSITIONS D'ADMISSION 1E PHASE EN PN | | | | PRÉSENTS À LA RENTRÉE 2018 | | | | % MINIMAUX ATTENDUS |
|--|--------------------------------------|---------------------------------|--------------------|------|-----------|------|--|------|-----------|-----|-------------------------------|-------|-----------|---|------------------------|
| | | | TOTAL | | TERM. PRO | | TOTAL | | TERM. PRO | | TOTAL | | TERM. PRO | | |
| | | | EFF | % | EFF | % | EFF | % | EFF | % | EFF | % | EFF | % | |
| Assurance | Pierre Larousse - Toucy | 18 | 218 | 40 | 18,3 | 68 | 20 | 29,4 | 17 | 7 | 41,2 | 45% | | | |
| Banque, conseiller de clientèle (particuliers) | Montchapet - Dijon | 24 | 964 | 187 | 19,6 | 143 | 35 | 24,5 | 25 | 7 | 28,0 | 30% | | | |
| Commerce international à référentiel européen | Montchapet - Dijon | 24 | 977 | 123 | 12,6 | 120 | 21 | 17,5 | 24 | 4 | 16,7 | 20% | | | |
| Commerce international à référentiel européen | Lamarine-Mâcon | | | | | | | | | | | | | | |
| Communication | Prieur de Côte-d'Or - Auxonne | 24 | 630 | 92 | 14,6 | 92 | 15 | 16,3 | 22 | 4 | 18,2 | 20% | | | |
| Comptabilité et gestion | Le Castel - Dijon | 24 | 709 | 135 | 19,0 | 105 | 24 | 22,9 | 27 | 6 | 22,2 | 35% | | | |
| Comptabilité et gestion | Raoul Follereau - Nevers | 18 | 145 | 20 | 13,8 | 46 | 12 | 26,1 | 19 | 4 | 21,1 | 40% | | | |
| Comptabilité et gestion | Mathias - Chalon-sur-Saône | 36 | 274 | 61 | 22,3 | 132 | 32 | 24,2 | 35 | 3 | 8,6 | 40% | | | |
| Comptabilité et gestion | Lamarine - Mâcon | 24 | 203 | 42 | 20,7 | 56 | 23 | 41,1 | 26 | 4 | 15,4 | 40% | | | |
| Comptabilité et gestion | Henri Parriat - Montceau-les-Mines | 24 | 126 | 23 | 18,3 | 78 | 15 | 19,2 | 23 | 2 | 8,7 | 35% | | | |
| Comptabilité et gestion | Joseph Fourier - Auxerre | 18 | 175 | 44 | 25,1 | 51 | 14 | 27,5 | 18 | 2 | 11,1 | 40% | | | |
| Économie sociale et familiale | Simone Weil - Dijon | 24 | 1113 | 356 | 32,0 | 125 | 76 | 60,8 | 25 | 8 | 32,0 | 50% | | | |
| Économie sociale et familiale | Jean Rostand - Nevers | 18 | 86 | 13 | 15,1 | 39 | 27 | 69,2 | 9 | 7 | 77,8 | 50% | | | |
| Études et réalisation d'un projet de communication | Etiennne Jules Marey - Beaune | 15 | 119 | 57 | 47,9 | 91 | 46 | 50,5 | 36 | 9 | 25,0 | 45% | | | |
| Gestion de la PME | Anna Judic - Semur-en-Auxois | 18 | 98 | 34 | 34,7 | 43 | 17 | 39,5 | 15 | 8 | 53,3 | 40% | | | |
| Gestion de la PME | Maurice Genevoix - Decize | 18 | 171 | 71 | 41,5 | 88 | 53 | 60,2 | 21 | 11 | 52,4 | 45% | | | |
| Gestion de la PME | Julien Wittmer - Charolles | 24 | 154 | 48 | 31,2 | 57 | 29 | 50,9 | 21 | 11 | 52,4 | 50% | | | |
| Gestion de la PME | Catherine et Raymond Janot - Sens | 15 | 189 | 64 | 33,9 | 51 | 14 | 27,5 | 13 | 8 | 61,5 | 50% | | | |
| Gestion des transports et logistique associée | Louis Davier - Joigny | 15 | 1415 | 397 | 28,1 | 119 | 44 | 37,0 | 23 | 4 | 17,4 | 40% | | | |
| Management commercial opérationnel | Le Castel - Dijon | 24 | 299 | 105 | 35,1 | 87 | 42 | 48,3 | 23 | 14 | 60,9 | 40% | | | |
| Management commercial opérationnel | Raoul Follereau - Nevers | 24 | 190 | 59 | 31,1 | 86 | 31 | 36,0 | 26 | 4 | 15,4 | 40% | | | |
| Management commercial opérationnel | Camille Claudel - Digoin | 24 | 244 | 99 | 40,6 | 114 | 54 | 47,4 | 21 | 9 | 42,9 | 50% | | | |
| Management commercial opérationnel | Henri Vincenot - Louhans | 24 | 475 | 172 | 36,2 | 93 | 39 | 41,9 | 24 | 9 | 37,5 | 40% | | | |
| Management commercial opérationnel | Lamarine - Mâcon | 24 | 204 | 76 | 37,3 | 80 | 42 | 52,5 | 22 | 13 | 59,1 | 50% | | | |
| Management en hôtellerie restauration | Parc des Chaumes - Avallon | 24 | 297 | 121 | 40,7 | 112 | 48 | 42,9 | 33 | 10 | 30,3 | 35% | | | |
| Management en hôtellerie restauration | Le Castel - Dijon | 30 | 102 | 41 | 40,2 | 18 | 6 | 33,3 | 19 | 5 | 26,3 | 35% | | | |
| Management en hôtellerie restauration | Vauban - Auxerre | 18 | 97 | 20 | 20,6 | 44 | 11 | 25,0 | 11 | 3 | 27,3 | 20% | | | |
| Métiers des services à l'environnement | Henri Parriat - Montceau-les-Mines | 15 | 1080 | 319 | 29,5 | 121 | 26 | 21,5 | 24 | 6 | 25,0 | 30% | | | |
| Négociation et digitalisation de la relation client | Montchapet - Dijon | 24 | 424 | 140 | 33,0 | 134 | 38 | 28,4 | 33 | 11 | 33,3 | 30% | | | |
| Négociation et digitalisation de la relation client | Emiland Gauthey - Chalon-sur-Saône | 36 | 286 | 96 | 33,6 | 78 | 30 | 38,5 | 19 | 7 | 36,8 | 45% | | | |
| Négociation et digitalisation de la relation client | Joseph Fourier - Auxerre | 18 | | | | | | | | | | | | | |
| Prothésiste dentaire | Hippolyte Fontaine - Dijon | 12 | | | | | | | | | | | | | |
| Service et prestation des secteurs sanitaire et social | Simone Weil - Dijon | 24 | 667 | 245 | 36,7 | 134 | 63 | 47,0 | 26 | 9 | 34,6 | 60% | | | |
| Service et prestation des secteurs sanitaire et social | Mathias - Chalon-sur-Saône | 24 | 333 | 140 | 42,0 | 87 | 44 | 50,6 | 21 | 8 | 38,1 | 40% | | | |
| Service et prestation des secteurs sanitaire et social | Joseph Fourier - Auxerre | 24 | 264 | 102 | 38,6 | 78 | 30 | 38,5 | 24 | 7 | 29,2 | 40% | | | |
| Services informatiques aux organisations | Le Castel - Dijon | 24 | 479 | 119 | 24,8 | 99 | 33 | 33,3 | 26 | 6 | 23,1 | 30% | | | |
| Services informatiques aux organisations | Raoul Follereau - Nevers | 24 | 179 | 51 | 28,5 | 59 | 32 | 54,2 | 27 | 8 | 29,6 | 30% | | | |
| Services informatiques aux organisations | Mathias - Chalon-sur-Saône | 36 | 238 | 69 | 29,0 | 113 | 33 | 29,2 | 33 | 8 | 24,2 | 30% | | | |
| Services informatiques aux organisations | Lamarine - Mâcon | 36 | 223 | 64 | 28,7 | 126 | 48 | 38,1 | 33 | 12 | 36,4 | 30% | | | |
| Services informatiques aux organisations | Le Castel - Dijon | 24 | 386 | 139 | 36,0 | 113 | 44 | 38,9 | 26 | 9 | 34,6 | 40% | | | |
| Support à l'action managériale | Le Castel - Dijon | 24 | 328 | 116 | 35,4 | 112 | 43 | 38,4 | 24 | 7 | 29,2 | 40% | | | |
| Support à l'action managériale | Raoul Follereau - Nevers | 24 | 77 | 24 | 31,2 | 45 | 19 | 42,2 | 18 | 4 | 22,2 | 40% | | | |
| Support à l'action managériale | Léon Blum - Le Creusot | 24 | 127 | 51 | 40,2 | 71 | 34 | 47,9 | 25 | 12 | 48,0 | 50% | | | |
| Support à l'action managériale | Lamarine - Mâcon | 24 | 192 | 69 | 35,9 | 42 | 26 | 61,9 | 20 | 8 | 40,0 | 50% | | | |
| Support à l'action managériale | Catherine et Raymond Janot - Sens | 24 | 104 | 38 | 36,5 | 56 | 29 | 51,8 | 25 | 11 | 44,0 | 50% | | | |
| Tourisme | Clos Maire - Beaune | 36 | 551 | 112 | 20,3 | 135 | 42 | 31,1 | 33 | 11 | 33,3 | 30% | | | |
| Tourisme | François Mitterrand - Château-Chinon | 24 | 212 | 41 | 19,3 | 62 | 22 | 35,5 | 19 | 6 | 31,6 | 30% | | | |
| TOTAL SERVICES | | 1077 | 15814 | 4435 | 28,0 | 3803 | 1426 | 37,5 | 1054 | 329 | 31,2 | 38,5% | | | |

| SPECIALITÉ STS | | ÉTABLISSEMENT | Capacité d'accueil | DEMANDES TOUS VŒUX | | | PROPOSITIONS D'ADMISSION 1 ^È PHASE EN PN | | | PRÉSENTS À LA RENTRÉE 2018 | | | % MINIMAUX ATTENDUS |
|---|--|---|--------------------|--------------------|---------------|------|---|---------------|------|----------------------------|---------------|------|---------------------|
| | | | | TOTAL EFF | TERM. PRO EFF | % | TOTAL EFF | TERM. PRO EFF | % | TOTAL EFF | TERM. PRO EFF | % | |
| PRODUCTION | | | | | | | | | | | | | |
| Assistance technique d'ingénieur | | Chevalier d'Eon - Tonnerre | 15 | 134 | 23 | 17,2 | 56 | 16 | 28,6 | 12 | 3 | 25,0 | 30% |
| Bâtiment | | Les Marcs d'Or - Dijon | 24 | 402 | 153 | 38,1 | 57 | 32 | 56,1 | 23 | 10 | 43,5 | 50% |
| Bioanalyses et contrôles | | Le Castel - Dijon | 30 | 755 | 39 | 5,2 | 136 | 7 | 5,1 | 27 | 2 | 7,4 | 10% |
| Conception de produits industriels | | Niepce Balleure - Chalon-sur-Saône | 15 | 149 | 33 | 22,1 | 69 | 16 | 23,2 | 14 | 7 | 50,0 | 35% |
| Conception des processus de réalisation de produits | | Catherine et Raymond Janot - Sens | 9 | 83 | 15 | 18,1 | 40 | 7 | 17,5 | 12 | 2 | 16,7 | 35% |
| Conception des processus de réalisation de produits | | Carmille Claudel - Digoïn | 15 | 46 | 17 | 37,0 | 32 | 13 | 40,6 | 10 | 5 | 50,0 | 50% |
| Conception et réalisation des systèmes automatiques | | Catherine et Raymond Janot - Sens | 15 | 29 | 10 | 34,5 | 21 | 8 | 38,1 | 6 | 3 | 50,0 | 50% |
| Conception et réalisation des systèmes automatiques (fermeture Gabriel Voisin - Tournus) | | Jules Renard - Nevers | 24 | 88 | 30 | 34,1 | 54 | 23 | 42,6 | 21 | 7 | 33,3 | 50% |
| Conception et réalisation en chaudronnerie industrielle | | Niepce Balleure - Chalon-sur-Saône | 15 | 60 | 24 | 40,0 | 35 | 17 | 48,6 | 10 | 7 | 70,0 | 50% |
| Contrôle industriel et régulation automatique | | Léon Blum - Le Creusot | 15 | 78 | 43 | 55,1 | 31 | 23 | 74,2 | 15 | 10 | 66,7 | 60% |
| Développement et réalisation bois | | Jules Renard - Nevers | 15 | 60 | 13 | 21,7 | 35 | 9 | 25,7 | 10 | 1 | 10,0 | 30% |
| Électrotechnique | | Bonaparte - Autun | 12 | 76 | 37 | 48,7 | 42 | 19 | 45,2 | 10 | 7 | 70,0 | 50% |
| Électrotechnique | | Gustave Eiffel - Dijon | 24 | 314 | 140 | 44,6 | 94 | 47 | 50,0 | 24 | 14 | 58,3 | 60% |
| Électrotechnique | | Jules Renard - Nevers | 24 | 99 | 49 | 49,5 | 60 | 31 | 51,7 | 19 | 7 | 36,8 | 50% |
| Enveloppe des bâtiments : conception et réalisation | | Henri Parriat - Montceau-les-Mines | 15 | 113 | 48 | 42,5 | 45 | 30 | 66,7 | 15 | 5 | 33,3 | 60% |
| Environnement nucléaire | | Les Marcs d'Or - Dijon | 7 | | | | | | | | | | 30% |
| Europlastic et composites à référentiel européen option conception d'outillage | | Léon Blum - Le Creusot | 15 | 157 | 45 | 28,7 | 39 | 24 | 61,5 | 10 | 3 | 30,0 | 60% |
| Europlastic et composites à référentiel européen option pilotage et optimisation de la production | | Catherine et Raymond Janot - Sens | 7 | 48 | 13 | 27,1 | 32 | 10 | 31,3 | 8 | 2 | 25,0 | 60% |
| Fluides, énergies et domotique option A génie climatique et fluidique | | Catherine et Raymond Janot - Sens | 8 | 31 | 11 | 35,5 | 18 | 6 | 33,3 | | | | 60% |
| Fluides, énergies et domotique option B froid et conditionnement de l'air | | Hippolyte Fontaine - Dijon | 24 | 163 | 80 | 49,1 | 75 | 35 | 46,7 | 17 | 6 | 35,3 | 50% |
| Fluides, énergies et domotique option C domotique et bâtiments communicants | | Hippolyte Fontaine - Dijon | 12 | 107 | 63 | 58,9 | 47 | 31 | 66,0 | 24 | 14 | 58,3 | 60% |
| Maintenance des matériels de construction et de manutention | | Hippolyte Fontaine - Dijon | 12 | 141 | 69 | 48,9 | 46 | 23 | 50,0 | 10 | 6 | 60,0 | 50% |
| Maintenance des systèmes option A systèmes de production | | Hippolyte Fontaine - Dijon | 12 | 81 | 61 | 75,3 | 27 | 26 | 96,3 | 12 | 10 | 83,3 | 60% |
| Maintenance des systèmes option A systèmes de production | | René Cassin - Mâcon | 22 | 284 | 133 | 50,4 | 117 | 60 | 51,3 | 15 | 7 | 46,7 | 50% |
| Maintenance des systèmes option A systèmes de production | | Gustave Eiffel - Dijon | 12 | 114 | 68 | 59,6 | 60 | 38 | 63,3 | 11 | 5 | 45,5 | 60% |
| Maintenance des systèmes option B systèmes énergétiques et fluidiques | | Léon Blum - Le Creusot | 15 | 112 | 53 | 47,3 | 51 | 25 | 49,0 | 14 | 7 | 50,0 | 50% |
| Maintenance des systèmes option C systèmes éoliens | | Joseph Fourier - Auxerre | 12 | 110 | 67 | 60,9 | 36 | 20 | 55,6 | 15 | 12 | 80,0 | 50% |
| Maintenance des véhicules, option véhicules de transport routier | | Hippolyte Fontaine - Dijon | 8 | 156 | 69 | 44,2 | 38 | 18 | 47,4 | 8 | 4 | 50,0 | 50% |
| Maintenance des véhicules, option voitures particulières | | René Cassin - Mâcon | 6 | 51 | 24 | 47,1 | 20 | 10 | 50,0 | 3 | 1 | 33,3 | 60% |
| Maintenance des véhicules, option voitures particulières | | René Cassin - Mâcon | 6 | 161 | 98 | 60,9 | 29 | 20 | 69,0 | 8 | 7 | 87,5 | 60% |
| Métiers de la chimie | | Louis Davier - Joigny | 24 | 106 | 53 | 50,0 | 74 | 44 | 59,5 | 22 | 10 | 45,5 | 60% |
| Métiers de la mode vêtements | | Niepce Balleure - Chalon-sur-Saône | 24 | 299 | 19 | 6,4 | 135 | 8 | 5,9 | 30 | 0 | 0,0 | 10% |
| Métiers de l'eau | | Le Castel - Dijon | 15 | 357 | 152 | 42,6 | 44 | 25 | 56,8 | 17 | 8 | 47,1 | 60% |
| Pilotage des procédés | | Pierre-Gilles de Gennes-Cosne-Cours-sur-Loire | 24 | 117 | 12 | 10,3 | 55 | 5 | 9,1 | 22 | 3 | 13,6 | 20% |
| Qualité dans les industries alimentaires et les bio industries | | Niepce Balleure - Chalon-sur-Saône | 6 | 26 | 7 | 26,9 | 17 | 5 | 29,4 | 9 | 1 | 11,1 | 30% |
| Systèmes numériques option A informatique et réseaux | | Niepce Balleure - Chalon-sur-Saône | 6 | 134 | 13 | 9,7 | 21 | 3 | 14,3 | 7 | 1 | 14,3 | 30% |
| Systèmes numériques option A informatique et réseaux | | Julien Wittmer - Charolles | 24 | 560 | 112 | 20,0 | 132 | 51 | 38,6 | 24 | 5 | 20,8 | 45% |
| Systèmes numériques option A informatique et réseaux | | Gustave Eiffel - Dijon | 15 | 174 | 41 | 23,6 | 47 | 14 | 29,8 | 15 | 5 | 33,3 | 45% |
| Systèmes numériques option B électronique et communication | | Niepce Balleure - Chalon-sur-Saône | 12 | 171 | 57 | 33,3 | 63 | 21 | 33,3 | 9 | 2 | 22,2 | 45% |
| Systèmes numériques option B électronique et communication | | Catherine et Raymond Janot - Sens | 15 | 76 | 25 | 32,9 | 43 | 14 | 32,6 | 13 | 4 | 30,8 | 45% |
| Systèmes numériques option B électronique et communication | | Niepce Balleure - Chalon-sur-Saône | 15 | 64 | 25 | 39,1 | 31 | 12 | 38,7 | 14 | 6 | 42,9 | 45% |
| Technico-commercial | | Catherine et Raymond Janot - Sens | 15 | 454 | 133 | 29,3 | 51 | 37 | 72,5 | 16 | 10 | 62,5 | 50% |
| Technico-commercial | | Les Marcs d'Or - Dijon | 15 | 136 | 55 | 40,4 | 74 | 38 | 51,4 | 14 | 7 | 50,0 | 40% |
| Technico-commercial | | La Prat's - Cluny | 12 | 237 | 90 | 38,0 | 74 | 45 | 60,8 | 21 | 12 | 57,1 | 50% |
| Techniques et services en matériels agricoles | | René Cassin - Mâcon | 24 | 98 | 50 | 51,0 | 40 | 24 | 60,0 | 6 | 5 | 83,3 | 60% |
| Travaux publics | | Les Marcs d'Or - Dijon | 24 | 259 | 69 | 26,6 | 87 | 34 | 39,1 | 19 | 6 | 31,6 | 50% |
| TOTAL PRODUCTION | | | 730 | 7670 | 2495 | 32,5 | 2507 | 1048 | 41,8 | 657 | 262 | 39,9 | 44,4% |
| TOTAL BTS PRODUCTION ET SERVICES | | | 1807 | 23484 | 6930 | 29,5 | 6310 | 2474 | 39,2 | 1711 | 591 | 34,5 | 40,8% |

Rectorat

BFC-2019-04-12-006

Arrêté du 12 avril 2019 relatif aux pourcentages min bac
techno-IUT



RÉGION ACADÉMIQUE
BOURGOGNE
FRANCHE-COMTÉ

La rectrice de l'académie de Dijon,
Chancelière des universités

RECTORAT

SAIO
Service académique
d'information et d'orientation

Affaire suivie par :
Didier Perrault,
CSAIO

Référence :
DP/SOO/ n°2019
Arrêté rectoral IUT

Téléphone
03 45 62 75 70
Télécopie
03 45 62 75 95
Courriel
ce.saio@ac-dijon.fr

2G rue Général Delaborde
BP 81 921
21019 Dijon Cedex

VU le code de l'éducation et notamment le troisième alinéa de l'article L612-3 ;

VU les données issues du portail Parcoursup ;

VU les observations formulées par la commission inter-académique des formations post-baccalauréat (CAFPB) du 15 novembre 2017 ;

ARRÊTÉ

Article 1^{er} : Le taux académique minimal moyen de bacheliers technologiques présents à la rentrée 2019 en IUT est fixé à 33.9 %.

Les pourcentages minimaux attendus de bacheliers technologiques par IUT sont détaillés dans l'annexe jointe.

Article 2 : La secrétaire générale de l'académie de Dijon est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Article 3 : Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Bourgogne Franche Comté.

Fait à Dijon, le 12 avril 2019



Frédérique ALEXANDRE-BAILLY

PJ : 1

Annexe – pourcentages minimaux attendus de bacheliers technologiques par IUT

| | | PARCOURSUP 2018 | | | | | | R 2019 |
|----------------|---|---------------------|--------------------|--------------------------------|--------------------|----------------------------|--------------------|---------------------|
| Spécialité DUT | Établissement | DEMANDES TOUTS VŒUX | | PROPOSITIONS D'ADMISSION EN PN | | PRÉSENTS À LA RENTRÉE 2018 | | % MINIMAUX ATTENDUS |
| | | TOTAL EFF | TERMINALE TECHNO % | TOTAL EFF | TERMINALE TECHNO % | TOTAL EFF | TERMINALE TECHNO % | |
| | | 52 | | 3303 | 24 | 804 | 7 | |
| | | 767 | 1,9 | 10374 | 201 | 10374 | 201 | 34,2% |
| | TOTAL PRODUCTION | | | | | | | |
| | | 112 | 2,5 | 469 | 0 | 113 | 0 | 35% |
| | | 168 | 2,8 | 686 | 2 | 174 | 0 | 35% |
| | | 74 | 10,3 | 227 | 16 | 92 | 7 | 40% |
| | | 28 | 1,9 | 103 | 2 | 30 | 1 | 30% |
| | | 56 | 1,5 | 156 | 1 | 58 | 1 | 15% |
| | | 135 | 6,1 | 413 | 22 | 146 | 6 | 35% |
| | | 112 | 3,8 | 467 | 4 | 121 | 1 | 35% |
| | TOTAL SERVICES | 685 | 3,4 | 2521 | 47 | 734 | 16 | 33,7% |
| | TOTAL DUT PRODUCTION ET SERVICES | 1452 | 2,5 | 5824 | 71 | 1538 | 23 | 33,9% |

Rectorat

BFC-2019-04-22-001

Arrêté du 12 avril 2019 relatif aux pourcentages min
boursiers - hors secteur-

La rectrice de l'académie de Dijon,
Chancelière des universités

RECTORAT
SAIO
Service académique
d'information et d'orientation

Affaire suivie par :
Didier Perrault,
CSAIO

Référence :
DP/SOO/ n°2019
Arrêté rectoral pour l'accès aux
formations sélectives et non sélectives
Téléphone
03 45 62 75 70
Télécopie
03 45 62 75 95
Courriel
ce.saio@ac-dijon.fr

2G rue Général Delaborde
BP 81 921
21019 Dijon Cedex

VU l'article L612-3 du code de l'éducation modifié par la loi n° 2018-166 du 8 mars 2018 relative à l'orientation et à la réussite des étudiants, alinéa V ;

VU les données issues du portail Parcoursup ;

ARRÊTÉ

Article 1^{er} : Dans les filières sélectives, le taux académique minimal moyen de bacheliers retenus bénéficiaires d'une bourse nationale de lycée pour la rentrée 2019 est fixé à 14.9 %.

Article 2 : Dans les filières non sélectives, pour lesquelles le nombre de candidatures excèdent les capacités d'accueil :

- le taux académique minimal moyen de bacheliers retenus bénéficiaires d'une bourse nationale de lycée pour la rentrée 2019 est fixé à 13.6%.
- le taux académique maximal moyen de bacheliers retenus résidant dans une académie autre que celle dans laquelle est situé l'établissement de la formation demandée pour la rentrée 2019 est fixé à 34.9%.

Article 3 : La secrétaire générale de l'académie de Dijon est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Article 4 : Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Bourgogne Franche Comté.

Fait à Dijon, le 12 avril 2019



Frédérique ALEXANDRE-BAILLY

PJ : 1

- Pourcentages minimaux attendus de bacheliers retenus bénéficiaires d'une bourse nationale de lycée dans les formations sélectives et non sélectives ;
- Pourcentages maximaux attendus de bacheliers retenus résidant dans une académie autre que celle dans laquelle est situé l'établissement de la formation non sélective demandée

| BTS | SPÉCIALITÉ | ÉTABLISSEMENT | capacité d'accueil rectorale | taux de boursiers % |
|-----------------------|--|--------------------------------------|---|---------------------------|
| SERVICES | Assurance | Pierre Larousse - Toucy | 18 | 21% |
| | Banque, conseiller de clientèle (particuliers) | Montchapet - Dijon | 24 | 23% |
| | Commerce international à référentiel européen | Montchapet - Dijon | 24 | 17% |
| | Commerce international à référentiel européen | Lamartine-Mâcon | Formation dispensée une année sur deux - Recrutement rentrée 2020 | |
| | Communication | Prieur de Côte-d'Or - Auxonne | 24 | 15% |
| | Comptabilité et gestion | Le Castel - Dijon | 24 | 20% |
| | Comptabilité et gestion | Raoul Follereau - Nevers | 18 | 27% |
| | Comptabilité et gestion | Mathias - Chalons-sur-Saône | 36 | 20% |
| | Comptabilité et gestion | Lamartine - Mâcon | 24 | 20% |
| | Comptabilité et gestion | Henri Parriat - Montceau-les-Mines | 24 | 19% |
| | Comptabilité et gestion | Joseph Fourier - Auxerre | 18 | 23% |
| | Économie sociale et familiale | Simone Weil - Dijon | 24 | 20% |
| | Économie sociale et familiale | Jean Rostand - Nevers | 18 | 23% |
| | Études et réalisation d'un projet de communication | Etienne Jules Marey - Beaune | 15 | 13% |
| | Gestion de la PME | Anna Judic - Semur-en-Auxois | 18 | 16% |
| | Gestion de la PME | Maurice Genevoix - Decize | 18 | 20% |
| | Gestion de la PME | Julien Wittmer - Charolles | 24 | 20% |
| | Gestion de la PME | Catherine et Raymond Janot - Sens | 18 | 32% |
| | Gestion des transports et logistique associée | Louis Davier - Joigny | 15 | 15% |
| | Management commercial opérationnel | Le Castel - Dijon | 24 | 21% |
| | Management commercial opérationnel | Raoul Follereau - Nevers | 24 | 25% |
| | Management commercial opérationnel | Camille Claudel - Digoïn | 24 | 23% |
| | Management commercial opérationnel | Henri Vincenot - Louhans | 24 | 16% |
| | Management commercial opérationnel | Lamartine - Mâcon | 24 | 21% |
| | Management commercial opérationnel | Parc des Chaumes - Avallon | 24 | 20% |
| | Management en hôtellerie restauration | Le Castel - Dijon | 30 | 13% |
| | Management en hôtellerie restauration | Vauban - Auxerre | 18 | 10% |
| | Métiers des services à l'environnement | Henri Parriat - Montceau-les-Mines | 15 | 12% |
| | Négociation et digitalisation de la relation client | Montchapet - Dijon | 24 | 21% |
| | Négociation et digitalisation de la relation client | Emiland Gauthier - Chalons-sur-Saône | 36 | 20% |
| | Négociation et digitalisation de la relation client | Joseph Fourier - Auxerre | 18 | 22% |
| | Prothésiste dentaire | Hippolyte Fontaine - Dijon | 12 | 13% |
| | Service et prestation des secteurs sanitaire et social | Simone Weil - Dijon | 24 | 17% |
| | Service et prestation des secteurs sanitaire et social | Mathias - Chalons-sur-Saône | 24 | 21% |
| | Service et prestation des secteurs sanitaire et social | Joseph Fourier - Auxerre | 24 | 17% |
| | Services informatiques aux organisations | Le Castel - Dijon | 24 | 17% |
| | Services informatiques aux organisations | Raoul Follereau - Nevers | 24 | 18% |
| | Services informatiques aux organisations | Mathias - Chalons-sur-Saône | 36 | 15% |
| | Services informatiques aux organisations | Lamartine - Mâcon | 36 | 15% |
| | Support à l'action managériale | Le Castel - Dijon | 24 | 25% |
| | Support à l'action managériale | Montchapet - Dijon | 24 | 23% |
| | Support à l'action managériale | Raoul Follereau - Nevers | 24 | 25% |
| | Support à l'action managériale | Léon Blum - Le Creusot | 24 | 22% |
| | Support à l'action managériale | Lamartine - Mâcon | 24 | 22% |
| | Support à l'action managériale | Catherine et Raymond Janot - Sens | 24 | 30% |
| | Tourisme | Clos Maire - Beaune | 36 | 18% |
| | Tourisme | François Mitterrand - Château-Chinon | 24 | 20% |
| TOTAL SERVICES | | | 1077 | 19,7% |

| | | | | |
|---|---|--------------------------------------|-------------|--------------|
| PRODUCTION | Assistance technique d'ingénieur | Chevalier d'Eon - Tonnerre | 15 | 13% |
| | Bâtiment | Les Marcs d'Or - Dijon | 24 | 16% |
| | Bioanalyses et contrôles | Le Castel - Dijon | 30 | 14% |
| | Conception de produits industriels | Nicéphore Niepce - Chalons-sur-Saône | 15 | 16% |
| | Conception de produits industriels | Catherine et Raymond Janot - Sens | 9 | 17% |
| | Conception des processus de réalisation de produits | Camille Claudel - Digoïn | 15 | 11% |
| | Conception des processus de réalisation de produits | Catherine et Raymond Janot - Sens | 15 | 14% |
| | Conception et réalisation des systèmes automatiques | Jules Renard - Nevers | 24 | 17% |
| | Conception et réalisation des systèmes automatiques | Nicéphore Niepce - Chalons | 15 | 22% |
| | Conception et réalisation en chaudronnerie industrielle | Léon Blum - Le Creusot | 15 | 16% |
| | Contrôle industriel et régulation automatique | Jules Renard - Nevers | 15 | 13% |
| | Développement et réalisation bois | Bonaparte - Autun | 12 | 15% |
| | Electrotechnique | Gustave Eiffel - Dijon | 24 | 18% |
| | Electrotechnique | Jules Renard - Nevers | 24 | 15% |
| | Electrotechnique | Henri Parriat - Montceau-les-Mines | 15 | 26% |
| | Enveloppe des bâtiments : conception et réalisation | Les Marcs d'Or - Dijon | 7 | 19% |
| | Environnement nucléaire | Léon Blum - Le Creusot | 15 | 18% |
| | Europlastic et composites à référentiel européen option conception d'outillage | Catherine et Raymond Janot - Sens | 7 | 8% |
| | Europlastic et composites à référentiel européen option pilotage et optimisation de la production | Catherine et Raymond Janot - Sens | 8 | 5% |
| | Fluides, énergies et domotique option A génie climatique et fluidique | Hippolyte Fontaine - Dijon | 24 | 17% |
| | Fluides, énergies et domotique option B froid et conditionnement de l'air | Hippolyte Fontaine - Dijon | 12 | 20% |
| | Fluides, énergies et domotique option C domotique et bâtiments communicants | Hippolyte Fontaine - Dijon | 12 | 20% |
| | Maintenance des matériels de construction et de manutention | René Cassin - Mâcon | 12 | 12% |
| | Maintenance des systèmes option A systèmes de production | Gustave Eiffel - Dijon | 22 | 14% |
| | Maintenance des systèmes option A systèmes de production | Léon Blum - Le Creusot | 12 | 26% |
| | Maintenance des systèmes option A systèmes de production | Joseph Fourier - Auxerre | 15 | 23% |
| | Maintenance des systèmes option B systèmes énergétiques et fluidiques | Hippolyte Fontaine - Dijon | 12 | 21% |
| | Maintenance des systèmes option C systèmes éoliens | Gustave Eiffel - Dijon | 8 | 15% |
| | Maintenance des véhicules, option véhicules de transport routier | René Cassin - Mâcon | 6 | 17% |
| | Maintenance des véhicules, option voitures particulières | René Cassin - Mâcon | 6 | 24% |
| | Maintenance des véhicules, option voitures particulières | Louis Davier - Joigny | 24 | 20% |
| | Métiers de la chimie | Nicéphore Niepce - Chalons | 24 | 12% |
| | Métiers de la mode vêtements | Le Castel - Dijon | 15 | 21% |
| | Métiers de l'eau | Pierre-Gilles de Gennes - Cosne | 24 | 17% |
| | Pilotage des procédés | Nicéphore Niepce - Chalons | 6 | 16% |
| | Qualité dans les industries alimentaires et les bio industries | Julien Wittmer - Charolles | 6 | 13% |
| | Systèmes numériques option A informatique et réseaux | Gustave Eiffel - Dijon | 24 | 16% |
| | Systèmes numériques option A informatique et réseaux | Nicéphore Niepce - Chalons-sur-Saône | 15 | 16% |
| | Systèmes numériques option A informatique et réseaux | Catherine et Raymond Janot - Sens | 15 | 17% |
| | Systèmes numériques option B électronique et communication | Gustave Eiffel - Dijon | 12 | 19% |
| | Systèmes numériques option B électronique et communication | Nicéphore Niepce - Chalons-sur-Saône | 15 | 19% |
| | Systèmes numériques option B électronique et communication | Catherine et Raymond Janot - Sens | 15 | 28% |
| | Technico-commercial | Les Marcs d'Or - Dijon | 15 | 20% |
| | Technico-commercial | La Prat's - Cluny | 15 | 19% |
| | Technico-commercial | René Cassin - Mâcon | 24 | 24% |
| | Techniques et services en matériels agricoles | René Cassin - Mâcon | 12 | 14% |
| | Travaux publics | Les Marcs d'Or - Dijon | 24 | 18% |
| TOTAL PRODUCTION | | | 730 | 17,3% |
| TOTAL BTS SERVICES ET PRODUCTION | | | 1807 | 18,7% |

| | SPÉCIALITÉ | ÉTABLISSEMENT | capacité d'accueil PARCOURSUP | taux de boursiers % |
|------------------|---------------------------------------|--------------------------|-------------------------------|---------------------|
| DCG | Diplôme de comptabilité et de gestion | Le Castel-Dijon | 36 | 17% |
| | Diplôme de comptabilité et de gestion | Mathias-Chalon-sur-Saône | 40 | 13% |
| TOTAL DCG | | | 76 | 14,9% |

| CPGE | VOIE | ÉTABLISSEMENT | capacité d'accueil rectorale | taux de boursiers % | |
|------------------------------------|--|-------------------------------------|------------------------------|---------------------|--------------|
| SCIENTIFIQUES | Biologie, chimie, physique et sciences de la terre (BCPST) | Carnot - Dijon | 45 | 7% | |
| | Maths, physique, sciences de l'ingénieur (MPSI) | Carnot - Dijon | 120 | 7% | |
| | Physique, chimie et sciences de l'ingénieur (PCSI) | Carnot - Dijon | 92 | 8% | |
| | Physique, chimie et sciences de l'ingénieur (PCSI) | Jacques Amyot - Auxerre | 24 | 10% | |
| | Physique, technologie, sciences de l'ingénieur (PTSI) | Gustave Eiffel - Dijon | 60 | 9% | |
| | Physique, technologie, sciences de l'ingénieur (PTSI) | Jules Renard - Nevers | 24 | 10% | |
| | Physique, technologie, sciences de l'ingénieur (PTSI) | Nicéphore Niepce - Chalon-sur-Saône | 30 | 7% | |
| | Physique, technologie, sciences de l'ingénieur (PTSI) | La Prat's - Cluny | 30 | 8% | |
| | Préparation ENS Cachan option C | Alain Colas - Nevers | 15 | 13% | |
| | Technologies et sciences industrielles (TSI) | Gustave Eiffel - Dijon | 30 | 19% | |
| | Technologies et sciences industrielles (TSI) | Henri Parriat - Montceau | 30 | 35% | |
| | TOTAL CPGE SCIENTIFIQUES | | | 500 | 10,3% |
| | LITTÉRAIRES | Lettres | Carnot - Dijon | 90 | 10% |
| B/L - Lettres et sciences sociales | | Carnot - Dijon | 48 | 7% | |
| TOTAL CPGE LITTÉRAIRES | | | 138 | 9,0% | |
| ÉCONOMIQUE | HEC filière économique | Carnot - Dijon | 48 | 11% | |
| | HEC filière scientifique | Carnot - Dijon | 48 | 5% | |
| | HEC filière scientifique | Pontus de Tyard - Chalon | 24 | 7% | |
| | HEC filière technologique | Le Castel - Dijon | 24 | 24% | |
| | Préparation ENS Rennes - Section D1 | Gustave Eiffel - Dijon | 24 | 10% | |
| | Préparation ENS Cachan - Section D2 | Gustave Eiffel - Dijon | 24 | 8% | |
| TOTAL CPGE ÉCONOMIQUES | | | 192 | 9,9% | |
| TOTAL CPGE | | | 830 | 10,0% | |

| DUT | SPÉCIALITÉ | ÉTABLISSEMENT | capacité d'accueil PARCOURSUP | taux de boursiers % |
|---|--|-----------------------------|-------------------------------|---------------------|
| SERVICES | Gestion administrative et commerciale des organisations | IUT Dijon | 112 | 14% |
| | Gestion des entreprises et des administrations | IUT Dijon | 168 | 14% |
| | Gestion logistique et transport | IUT Chalon-sur-Saône | 74 | 13% |
| | Information et communication option information numérique dans les organisations | IUT Dijon | 28 | 9% |
| | Information et communication option métiers du livre et du patrimoine | IUT Dijon | 56 | 11% |
| | Techniques de commercialisation | IUT du Creusot | 135 | 15% |
| | Techniques de commercialisation | IUT Dijon - Antenne Auxerre | 112 | 16% |
| | TOTAL DUT SERVICES | | | 685 |
| PRODUCTION | Génie biologique option analyses biologiques et biochimiques | IUT Dijon | 52 | 11% |
| | Génie biologique option industries agroalimentaires et biologiques | IUT Dijon | 52 | 8% |
| | Génie civil construction durable | IUT Dijon - Antenne Auxerre | 52 | 11% |
| | Génie électrique et informatique industrielle | IUT du Creusot | 72 | 15% |
| | Génie industriel et maintenance | IUT Chalon-sur-Saône | 48 | 12% |
| | Génie mécanique et productique | IUT Dijon | 78 | 11% |
| | Génie mécanique et productique | IUT du Creusot | 72 | 10% |
| | Informatique | IUT Dijon | 104 | 14% |
| | Mesures physiques | IUT du Creusot | 72 | 10% |
| | Métiers du multimédia et de l'internet | IUT Dijon | 78 | 12% |
| | Réseaux et télécommunications | IUT Dijon - Antenne Auxerre | 39 | 15% |
| | Sciences et génie des matériaux | IUT Chalon-sur-Saône | 48 | 9% |
| | TOTAL DUT PRODUCTION | | | 767 |
| TOTAL DUT SERVICES ET PRODUCTION | | | 1452 | 12,7% |

| DNMADE | PARCOURS / SPÉCIALITÉ | ÉTABLISSEMENT | capacité d'accueil rectorale | taux de boursiers % |
|---------------------|--|---|------------------------------|---------------------|
| DNMADE | Espace / Élaboration d'espaces, mutation des territoires | Lycée Alain Colas - Nevers | 15 | 14% |
| | Graphisme / Dispositifs d'édition | Lycée Alain Colas - Nevers | 15 | 12% |
| | Objet / Art de l'assise : structure, matériaux souples et textile | Lycée Bonaparte - Autun | 15 | 18% |
| | Objet / Conception et innovation céramique, du prototype au multiple | Lycée polyvalent des métiers de la céramique Henry Moisan - Longchamp | 15 | 12% |
| | Objet / Unicité et séries, pluralité des pratiques et des outils du designer | Lycée Alain Colas - Nevers | 15 | 12% |
| TOTAL DNMADE | | | 75 | 13,6% |

| FORMATIONS COMPLÉMENTAIRES | MENTIONS COMPLÉMENTAIRES | ÉTABLISSEMENT | capacité d'accueil PARCOURSUP | taux de boursiers % |
|---------------------------------------|---|--|-------------------------------|---------------------|
| FORMATIONS COMPLÉMENTAIRES | Agent de contrôle non destructif | Lycée professionnel Eugene Guillaume - Montbard | 12 | 30% |
| | FCIL Contrôle Technique | Lycée professionnel des métiers Camille du Gast - Chalon-sur-Saône | 12 | 27% |
| | FCIL Ecole européenne du goût et art de la table | Lycée professionnel des métiers Francois Mitterrand - Château-Chinon | 15 | 15% |
| | FCIL Technicien de maintenance et exploitation énergies nouvelles | Lycée professionnel Eugene Guillaume - Montbard | 12 | 38% |
| | Technicien en réseau électrique | Lycée Gustave Eiffel - Dijon | 6 | 9% |
| TOTAL MENTIONS COMPLÉMENTAIRES | | | 57 | 24,9% |

| | | | | |
|-------|--|---|----|-------|
| DEUST | Animation et gestion des activités physiques, sportives ou culturelles | Université de Bourgogne - site de Dijon | 60 | 13,0% |
|-------|--|---|----|-------|

| | | | | |
|----|---|------------------|----|------|
| DU | DIPLÔME UNIVERSITAIRE - Initiatives se Construire et Innovation | I.U.T du Creusot | 24 | 7,0% |
|----|---|------------------|----|------|

LICENCES SÉLECTIVES - UNIVERSITÉ DE DIJON

| Domaine | Mention | Parcours type | SITE | capacité d'accueil PARCOURSUP | taux de boursiers % |
|-------------------------------|--|---------------------------------------|-------|-------------------------------|---------------------|
| Arts-lettres-langues | Langues, littératures & civilisations étrangères et régionales | Allemand Cursus intégré Dijon-Mayence | Dijon | 30 | 20% |
| | Langues, littératures & civilisations étrangères et régionales | Anglais Cursus intégré Dijon-Mayence | Dijon | 15 | 12% |
| | Langues, littératures & civilisations étrangères et régionales | bidisciplinaire Anglais - Espagnol | Dijon | 18 | 19% |
| | Lettres | Cursus intégré Dijon-Mayence | Dijon | 18 | 17% |
| | Philosophie | Cursus intégré Dijon-Mayence | Dijon | 2 | 0% |
| Droit-économie-gestion | Droit - parcours "classique" | Cursus intégré Dijon-Mayence | Dijon | 20 | 9% |
| | Droit | prépa aux grandes écoles du droit | Dijon | 20 | 12% |
| Sciences humaines et sociales | Histoire | Cursus intégré Dijon-Mayence | Dijon | 10 | 14% |

| | | |
|----------------------------------|------------|--------------|
| TOTAL LICENCES SÉLECTIVES | 133 | 14,9% |
|----------------------------------|------------|--------------|

LICENCES NON SÉLECTIVES - UNIVERSITÉ DE DIJON

| Domaine | Mention | Parcours type | SITE | capacité d'accueil PARCOURSUP | taux de boursiers % | taux de non Résidents % |
|---------------------------------|---|--|------------|-------------------------------|---------------------|-------------------------|
| Arts-lettres-langues | Information et communication | | Dijon | 65 | 13% | 10% |
| | Langues étrangères appliquées | Anglais-Allemand | Dijon | 43 | 16% | 50% |
| | Langues étrangères appliquées | Anglais-Espagnol | Dijon | 145 | 17% | 25% |
| | Langues étrangères appliquées | Anglais-Italien | Dijon | 38 | 22% | 50% |
| | Langues étrangères appliquées | Anglais-Russe | Dijon | 37 | 21% | 50% |
| | Langues, littératures & civilisations étrangères et régionales | Métiers des langues - Allemand | Dijon | 20 | 13% | 50% |
| | Langues, littératures & civilisations étrangères et régionales | Métiers des langues - Anglais | Dijon | 110 | 17% | 10% |
| | Langues, littératures & civilisations étrangères et régionales | Métiers des langues - Espagnol | Dijon | 47 | 26% | 50% |
| | Lettres | | Dijon | 85 | 16% | 50% |
| | Musicologie | | Dijon | 80 | 11% | 50% |
| | Philosophie | | Dijon | 50 | 12% | 50% |
| | Sciences du langage | | Dijon | 40 | 12% | 5% |
| Droit-économie-gestion | Administration économique et sociale | | Dijon | 230 | 18% | 50% |
| | Administration économique et sociale | | Le Creusot | 63 | 19% | 50% |
| | Droit | parcours "classique" | Dijon | 475 | 15% | 25% |
| | Droit | parcours "classique" | Nevers | 100 | 23% | 50% |
| | Economie | | Dijon | 160 | 15% | 50% |
| | Gestion | | Dijon | 190 | 14% | 10% |
| Sciences humaines et sociales | Géographie et aménagement | | Dijon | 100 | 10% | 50% |
| | Histoire | | Dijon | 240 | 14% | 50% |
| | Histoire de l'art et archéologie | | Dijon | 180 | 16% | 50% |
| | Psychologie | | Dijon | 510 | 15% | 10% |
| | Sciences de l'éducation | Education, Formation, Enseignement, Culture (EFEC) | Dijon | 60 | 12% | 5% |
| | Sciences de l'éducation | Education, Formation, Enseignement, Culture (EFEC) | Nevers | 55 | 15% | 5% |
| | Sociologie | | Dijon | 180 | 15% | 50% |
| Sciences - technologies - santé | Chimie | Chimie / Informatique / Mathématiques / Physique / Sciences pour l'Ingénieur (Electronique ou Mécanique) - Portail | Dijon | 450 | 11% | 50% |
| | PACES - Médecine, Pharmacie, Odontologie (dentiste), Maïeutique (sage-femmes) | PACES (1ère année commune des études de santé) : médecine - pharmacie - odontologie - maïeutique - métiers de la rééducation | Dijon | 1075 | 12% | 50% |
| | Sciences de la vie | Sciences de la vie / Sciences de la terre - Portail | Dijon | 380 | 8% | 25% |
| | Sciences et Techniques des Activités Physiques et Sportives | | Dijon | 300 | 10% | 10% |
| | Sciences et Techniques des Activités Physiques et Sportives | | Le Creusot | 175 | 12% | 10% |

| | | | |
|--------------------------------------|-------------|--------------|--------------|
| TOTAL LICENCES NON SÉLECTIVES | 5683 | 13,6% | 34,9% |
|--------------------------------------|-------------|--------------|--------------|